



Conseil de sécurité

Soixante-quinzième année

8753^e séance

Mardi 28 juillet 2020, à 10 h 40

New York

Provisoire

Président : M. Heusgen/ M. Sautter (Allemagne)

Membres :

Afrique du Sud	M. Matjila
Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine	M. Zhang Jun
Estonie	M. Auväärt
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Craft
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. de Rivière
Indonésie	M. Djani
Niger	M. Abarry
République dominicaine	M. Bencosme Castaños
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Allen
Saint-Vincent-et-les Grenadines	M ^{me} King
Tunisie	M. Kabtani
Viet Nam	M. Dang

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 40.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Yémen à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen; M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence; M^{me} Wafa'a Alsaïdy, Coordinatrice générale de Médecins du Monde au Yémen; et M^{me} Raja Abdullah Ahmed Almasabi, Présidente de la Fondation arabe des droits de l'homme.

M. Griffiths et M. Lowcock participent à la présente séance par visioconférence depuis Genève et New York, respectivement. M^{me} Alsaïdy et M^{me} Almasabi nous rejoignent par visioconférence depuis Sanaa.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Griffiths.

M. Griffiths (*parle en anglais*) : Je souhaite la bienvenue aux personnes qui nous rejoignent depuis Sanaa. Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion d'informer le Conseil de sécurité. Avant toute chose, je tiens à adresser mes félicitations aux musulmans du Yémen et du monde entier, à l'occasion de l'Eïd al-Adha, qui aura lieu en fin de semaine. Puisse cet Eïd apporter au peuple yéménite le calme, la santé et la sécurité.

La dernière fois que j'ai présenté un exposé au Conseil, il y a un mois ou plus, j'avais esquissé la substance des négociations menées entre le Gouvernement yéménite et Ansar Allah sous l'égide des Nations Unies. Pour mémoire, ces négociations visent à parvenir à un accord sur une déclaration commune couvrant un cessez-le-feu national, des mesures économiques et humanitaires et la reprise du processus politique qui permettra de mettre fin au conflit et de le régler de manière globale.

J'avais alors mis en garde sur le fait que nous avions atteint une jonction délicate, et que les enjeux étaient élevés. Ces négociations durent depuis maintenant quatre mois. Les deux parties ont retourné leurs commentaires sur divers projets et propositions, mais ne sont pas encore parvenues à un accord sur un texte final. Le processus, comme nous l'avons dit la dernière fois, est long et ardu. Il a connu aussi bien des accélérations que des obstacles de taille. Je suppose que c'est dans l'ordre normal des choses pour tout processus de médiation abordant des questions de grande importance pour les parties. Mais il faut que les deux parties continuent d'y prendre part. Les négociations doivent être menées à bon terme avant que ne disparaisse l'occasion présentée en ce début d'été.

En tant que médiateur – et non pas négociateur –, je continue d'essayer de combler les écarts entre les positions des parties. J'espère qu'ils feront les compromis nécessaires pour parvenir non pas à mon accord, mais au leur – un accord qui réponde aux aspirations du peuple yéménite. Malheureusement, alors même que les négociations se poursuivent – et comme tous les intervenants nous le diront beaucoup plus intelligemment que moi –, la vie est devenue plus impitoyable encore pour les Yéménites dans tout le pays. Je suis sûr que M. Mark Lowcock nous dira que le Yémen traverse la pire des périodes.

La situation militaire ne s'est pas améliorée au cours du mois écoulé. La campagne militaire en cours contre Mareb a eu de profondes répercussions humanitaires et économiques, et cela pourrait facilement mettre à mal les perspectives de parvenir à un accord sur un cessez-le-feu dans l'ensemble du pays et sur la fin de la guerre ouverte. L'importance stratégique de Mareb ne saurait être sous-estimée, et c'est ce qui explique que nous y fassions souvent référence. J'appelle à prendre immédiatement des mesures de désescalade d'autant plus urgentes en cette veille de l'Eïd el-Adha. Il va sans dire que mon bureau est prêt à appuyer tous les efforts dans ce sens.

Je suis préoccupé – et je suis sûr que M. Lowcock le sera encore plus – par les tirs de missiles qui menacent les populations à Mareb et font des blessés parmi les civils. Je suis atterré par les attaques aériennes à Jaouf et Hajja qui ont tué des civils, parmi lesquels de nombreux enfants. À l'instar de M. Lowcock, je condamne toutes les attaques contre les civils et les biens de caractère civil. J'appelle toutes les parties à respecter les obligations qui leur incombent en vertu du

droit international humanitaire de protéger les civils en général, et les enfants en particulier.

À Hodeïda, le niveau de violence n'a pas diminué et le nombre de violations du cessez-le-feu a augmenté. Le Comité de coordination du redéploiement et les mécanismes mixtes pour la mise en œuvre de l'Accord sur Hodeïda ne sont toujours pas opérationnels. Je suis sûr que mon collègue, le général Guha, nous en parlera plus tard. Sa mission, la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda, poursuit ses efforts pour surmonter la méfiance entre les parties et, à tout le moins, rétablir le dialogue entre elles.

Autre signe que la vie est toujours plus difficile pour les Yéménites – et je suis désolé que cet exposé soit sombre à bien des égards –, les indicateurs économiques pointent tous dans la mauvaise direction. Comme l'expliquera M. Lowcock, le prix des denrées alimentaires augmente, la devise se déprécie et la plupart des Yéménites n'ont pas suffisamment d'argent disponible pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Il n'y a pas de solution miracle aux problèmes économiques du Yémen, mais les parties doivent s'entendre sur les mesures à prendre pour maintenir l'économie en dehors du conflit. C'est le peuple yéménite qui souffre lorsque l'économie est politisée et utilisée telle une arme. Le processus de déclaration conjointe vise à parvenir à un accord entre les parties sur des mesures économiques et humanitaires clefs, à même de donner enfin quelques résultats tangibles pour améliorer la vie des populations. Nous espérons que les parties s'entendront rapidement sur les mécanismes idoines pour ce faire.

Le mois dernier, j'ai informé le Conseil que nous mobilisons les parties pour qu'elles trouvent une solution permettant aux navires transportant des dérivés pétroliers d'entrer régulièrement et sans interruption dans le port de Hodeïda. Ces efforts se poursuivent. Les conséquences humanitaires de l'impasse s'aggravent de jour en jour, et cette situation ne peut plus durer. Il est impératif que soient levés tous les obstacles aux importations et à la distribution dans le pays de carburant et d'autres biens vitaux pour la population civile.

Le Gouvernement yéménite a pris une mesure positive en accordant une autorisation à plusieurs pétroliers ces dernières semaines, et nous l'encourageons à continuer de restituer davantage de navires. Je tiens à m'appesantir sur notre position à ce sujet, car elle est souvent mal comprise. Bien sûr, il faut, nous voulons et nous souhaitons que ces navires entrent dans le port de Hodeïda. Néanmoins, cela ne pourra apporter qu'un

soulagement temporaire. Nous avons communiqué aux parties des idées sur la manière d'avancer dans l'immédiat, en amont d'un accord sur une déclaration commune, mais il faut une solution de long terme. Par l'intermédiaire du Président du Conseil et du Conseil lui-même, j'exhorte les parties à se pencher de manière constructive sur les propositions dont elles sont saisies, de sorte que le peuple yéménite puisse obtenir le carburant dont il a désespérément besoin.

En outre, et les parties le savent bien, elles doivent aussi s'entendre d'urgence sur un mécanisme de décaissement des recettes du port de Hodeïda – comme cela a été convenu en Suède il y a 18 mois –, pour contribuer aux salaires des fonctionnaires. Mon bureau s'efforce sans cesse d'aider les parties à parvenir à un accord sur le paiement des salaires de tous les fonctionnaires yéménites, en s'appuyant sur la base de données des salaires de 2014. Je le répète ici car certains le nient publiquement. Ces fonctionnaires ont le droit de recevoir leurs salaires intégralement et à temps. Nous continuerons de collaborer avec les parties en vue d'élaborer des propositions pour atteindre cet objectif vital. C'est un droit que ces personnes méritent, mais cela revêt également une importance extraordinaire en ce qui concerne les besoins humanitaires au Yémen.

Il y a deux semaines que le Conseil de sécurité s'est réuni (voir S/2020/721) sous la présidence allemande pour aborder la question du *FSO SAFER*, le pétrolier en décrépidité qui menace de déverser plus d'un million de barils de pétrole dans la mer Rouge. Durant cette réunion, M. Lowcock et d'autres orateurs ont une fois de plus tiré la sonnette d'alarme concernant la menace environnementale et humanitaire considérable que pose le pétrolier. Au début du mois, Ansar Allah nous a confirmé par écrit qu'il autoriserait une mission technique supervisée par l'ONU et prévue depuis longtemps à inspecter le pétrolier. Toutefois, nous attendons toujours les autorisations nécessaires pour que l'équipe puisse être déployée. L'ONU a clairement fait savoir à Ansar Allah que la mission de l'équipe consisterait à évaluer l'état du pétrolier, à entreprendre d'éventuelles réparations initiales et à formuler des recommandations urgentes concernant les mesures supplémentaires à prendre.

Je pense que nous pouvons tous admettre qu'une évaluation indépendante et menée par des experts est indispensable pour nous permettre de comprendre pleinement la portée et l'ampleur de cette menace et de déterminer les solutions à y apporter. Avec M. Lowcock,

je tiendrai le Conseil informé de toute évolution à cet égard au cours des jours et des semaines à venir.

Je suis encouragé par la réduction de l'activité militaire observée ces dernières semaines dans les provinces méridionales grâce aux efforts consentis par les parties, même si quelques victimes ont été enregistrées sur les lignes de front à Abiyan. Les tensions concernant les institutions publiques persistent à Aden et dans d'autres régions, ce qui est particulièrement troublant compte tenu du contexte humanitaire que va décrire M. Lowcock. Comme nous le savons, le Gouvernement yéménite et le conseil de transition du Sud déploient des efforts quotidiens à Riyad, sous les auspices du Royaume d'Arabie saoudite, en vue de parvenir à un accord sur l'application de l'Accord de Riyad. Nous espérons avoir des informations spécifiques à ce sujet avant la présente séance du Conseil; on nous a fait comprendre qu'il y avait de bonnes nouvelles. Nous l'espérons. C'est extrêmement important pour nous tous, mais aussi pour ce qui a trait à la déclaration conjointe et à son processus.

Les éléments de la déclaration conjointe qui sont actuellement en négociation sont importants pour les parties et pour le peuple yéménite. Des débats intenses ont lieu sur ces questions au sein de la société civile et avec d'autres acteurs. Je suis reconnaissant des conseils qu'ils nous ont prodigués. Mon bureau est pleinement attaché à un processus de médiation inclusif, conformément à la résolution 2216 (2015), comme le savent les membres du Conseil. Je continuerai de collaborer avec les acteurs de la société civile, notamment grâce à des moyens numériques.

L'intégration de la problématique hommes-femmes est une priorité importante. Je sais que c'est également une priorité importante pour vous, Monsieur le Président. Mon bureau intègre systématiquement les questions de genre dans le texte de la déclaration conjointe et dans la planification qui y fera suite, dans ce qui sera, nous l'espérons, sa mise en œuvre.

Enfin, je continue d'espérer que les négociations sur la déclaration conjointe nous permettront de nous écarter de ces vues sentimentales et de cheminer vers la paix. Cela dit, je ne veux pas adoucir la réalité aujourd'hui. Il existe un risque réel que ces négociations nous échappent et que le Yémen entre dans une nouvelle phase d'escalade prolongée, de propagation incontrôlée du coronavirus et de déclin économique grave et menaçant. L'ONU et toutes ses entités sont déterminées à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour aider les

parties à conclure un accord qui permette au Yémen de s'engager dans la voie d'un avenir pacifique et prospère.

Par votre intermédiaire, Monsieur le Président, j'appelle tous les États Membres, notamment les membres du Conseil de sécurité, et les autres acteurs qui se préoccupent de la stabilité et de l'avenir de la région à nous apporter leur plein concours afin de persuader toutes les parties concernées d'avancer rapidement vers l'aboutissement du processus. C'est toutefois aux parties qu'il incombe de mener à bon terme les négociations de paix. Je l'ai déjà dit, et j'espère que je n'aurai pas à le répéter trop souvent : la période à venir mettra à l'épreuve la volonté politique des parties d'effectuer une percée. J'espère être en mesure de vous donner de meilleures nouvelles, Monsieur le Président, à l'occasion de notre prochaine réunion.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Griffiths de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Lowcock.

M. Lowcock (*parle en anglais*) : La crise humanitaire au Yémen n'a jamais été pire qu'à l'heure actuelle. Je veux être clair sur ce point. La famine se profile de nouveau à l'horizon. Le conflit connaît une nouvelle escalade. L'économie est une fois de plus en lambeaux. Les organismes humanitaires sont de nouveau presque à court d'argent.

À cela s'ajoutent les nouveaux problèmes. La maladie à coronavirus (COVID-19) se propage à un rythme incontrôlable. Et nous avons également la triste saga du pétrolier *FSO SAFER*. J'ai promis, lorsque j'ai présenté un exposé au Conseil de sécurité il y a deux semaines, que je présenterais un exposé sur le *FSO SAFER* aujourd'hui aux membres du Conseil. Aucun progrès n'a été réalisé. Comme je l'ai dit au Conseil la dernière fois, ce qui m'inquiète le plus concernant le *FSO SAFER*, c'est que, s'il explose ou fuit, le pétrole déversé pourrait, comme nous l'ont dit les experts techniques, mettre les ports de Hodeïda et de Salif hors d'usage pendant plusieurs semaines – voire plusieurs mois.

Certains membres du Conseil se souviendront que fin 2017, et de nouveau fin 2018, j'ai averti que le blocus imposé par la coalition, puis son attaque infructueuse contre Hodeïda, risquaient de plonger le Yémen dans la famine. Ces avertissements ont été entendus. Le pire a été évité. L'ironie serait donc à son comble si le fait qu'Ansar Allah ne nous permet pas de nous occuper du pétrolier devait provoquer la perte de ces ports. Les conséquences seraient similaires à ce que j'avais indiqué en 2017 et

2018. J'espère que les conseils avisés l'emporteront. Le discours sur le Yémen est souvent rassurant, et pourtant les mesures prises sont immanquablement désastreuses.

J'aborderai cinq questions au Conseil de sécurité aujourd'hui : la protection des civils, l'accès humanitaire, le financement, l'économie et les progrès accomplis sur la voie de la paix. En ce qui concerne la protection des civils, les hostilités s'intensifient dans tout le pays. Il y a actuellement 43 lignes de front actives au Yémen – contre 33 en janvier. Le nombre d'incidents liés au conflit qui ont causé des dommages aux civils a augmenté au deuxième trimestre de cette année – pour la troisième fois d'affilée. Le 15 juin, au moins 12 civils ont été tués dans une attaque qui a visé un véhicule à Saada. Le 12 juillet, une attaque a tué neuf civils à Hajja. Trois jours plus tard, une autre attaque a fait 11 victimes civiles à Jaouf. Les informations disponibles indiquent que ces attaques étaient toutes des frappes aériennes.

Je suis particulièrement préoccupé par l'escalade des hostilités à Mareb, notamment les bombardements récents. M. Griffiths en a déjà parlé. Près d'un million de personnes sont déplacées et ont trouvé refuge à Mareb et dans ses alentours. Si la ville est attaquée, il est probable que des vagues de personnes déjà vulnérables fuiront cette zone. J'appelle toutes les parties à faire tout leur possible pour atténuer la violence immédiatement, à Mareb et dans le reste du pays. Les Yéménites ont besoin d'un cessez-le-feu national.

Deuxièmement, en ce qui concerne l'accès humanitaire, globalement, les efforts visant à améliorer l'environnement opérationnel dans le nord, où nous avons le plus de problèmes, progressent. Il reste bien évidemment beaucoup à faire. Au cours des prochaines semaines, nous travaillerons avec tout le monde pour faire fond sur les bonnes pratiques observées récemment en ce qui concerne l'adoption d'accords de projet et d'autres questions. Nous comptons également sur le lancement du projet pilote du Programme alimentaire mondial, qui est prévu depuis longtemps, concernant l'enregistrement biométrique des bénéficiaires de l'aide alimentaire. Après plusieurs semaines d'attente, la coalition a décidé que le matériel technique pouvait être acheminé au Yémen, ce qui est une bonne nouvelle. J'exhorte les autorités d'Ansar Allah à se mobiliser rapidement pour mettre en œuvre le projet pilote. En attendant, nous demeurons profondément préoccupés par la situation dans le sud, où le nombre d'incidents violents impliquant la prise pour cible de matériel humanitaire est en augmentation

et où les autorités locales accumulent les exigences bureaucratiques pour les organismes d'aide.

Ma troisième observation concerne le financement de l'opération d'aide, qui, pour parler franchement, est sur le point de s'effondrer. Un grand nombre de nos activités les plus essentielles ont déjà subi des coupes importantes. Nous fournissions auparavant chaque mois une aide alimentaire à 13 millions de personnes souffrant de la faim au Yémen. Du fait des coupes budgétaires, seulement 5 millions de personnes continuent de recevoir des rations complètes. Huit millions de personnes ont vu leurs rations réduites de moitié. Des coupes similaires touchent des millions de personnes qui dépendent de l'aide pour avoir accès à l'eau, aux soins de santé et satisfaire d'autres besoins. Les organisations d'aide humanitaire ont à ce jour reçu environ 18 % des fonds dont elles ont besoin pour exécuter le plan d'intervention humanitaire de cette année. Ce qui était, ces dernières années, l'une des opérations humanitaires les mieux financées au monde est aujourd'hui l'une des plus sous-financées.

En août, cela signifiera une réduction de 50 % des programmes d'eau et d'assainissement dans 15 villes du pays. Nous devons également mettre un terme aux activités d'hygiène pour les personnes qui ont récemment fui leur domicile. En septembre, près de 400 établissements de santé, dont 189 hôpitaux, vont perdre leur approvisionnement en eau potable et en médicaments essentiels. Cela pourrait priver 9 millions de personnes de soins de santé. En septembre également, nous manquerons d'argent pour traiter plus d'un quart de million d'enfants souffrant de malnutrition grave. Sans traitement, ces enfants vont mourir.

Il n'est pas difficile de prévoir les effets d'une diminution des denrées alimentaires, de l'eau et des soins de santé au Yémen. Sans une hausse du financement, nous devons tous nous attendre à une forte augmentation de la faim, de la malnutrition, du choléra, de la COVID-19 et, surtout, de la mortalité. Nous devons nous attendre à ce que beaucoup plus de gens meurent.

De plus, alors que nous réduisons les programmes, les demandes d'aide vont fortement augmenter. La semaine dernière, une nouvelle enquête sur la sécurité alimentaire, couvrant 133 districts contrôlés par le Gouvernement yéménite, a été publiée. Il y est estimé qu'environ 40 % des personnes vivant dans ces régions souffrent aujourd'hui d'une forte insécurité alimentaire, contre 25 % au début de l'année. Seize districts sont maintenant classés dans la phase 4, ce qui est à deux doigts de la famine. Au début de l'année, seuls deux

districts avaient été classés dans la phase 4. Dans les semaines à venir, nous aurons les résultats d'une évaluation similaire dans les zones contrôlées par Ansar Allah, où les baisses de financement ont nécessité cette année des réductions importantes de l'aide alimentaire.

J'implore donc une fois de plus les donateurs de s'acquitter immédiatement des contributions promises. Je suis reconnaissant aux États-Unis, à l'Allemagne, au Japon et à la Commission européenne, qui sont les plus grands fournisseurs des fonds reçus à ce jour, selon le service de surveillance géré par mon bureau. J'exhorte ceux qui n'ont pas versé leurs contributions à le faire sans plus tarder. Il n'y a pas de temps à perdre. J'appelle également les voisins du Yémen dans le Golfe à accroître leur appui. La forte baisse des contributions annoncées par les pays du Golfe et des versements qu'ils ont effectués cette année est la principale raison pour laquelle le déficit de ressources reste aussi important.

Mon quatrième point concerne l'économie du Yémen, qui est en chute libre. Au plus fort du risque de famine fin 2018, le taux de change était tombé à 800 rials yéménites pour 1 dollar. S'il continue sur sa trajectoire actuelle, les économistes prévoient que la valeur du rial tombera à 1 000 pour 1 dollar dans les prochains mois. Dans certaines régions, ce taux dépasse déjà largement les 700 rials depuis des semaines. Le taux de change est l'un des principaux déterminants du prix des denrées alimentaires et autres produits de base, qui sont presque tous importés. En d'autres termes, l'effondrement du rial signifie que moins de gens auront à manger.

Une solution pour le Gouvernement serait de financer les importations commerciales, mais il est à court de devises étrangères. Les fonds déposés par l'Arabie saoudite à la Banque centrale du Yémen sont presque épuisés et les revenus pétroliers, source majeure de revenus pour le Gouvernement, se sont effondrés. Le Yémen a besoin d'injections régulières de devises pour aider à stabiliser le rial, garantir les importations essentielles et payer les salaires. L'Arabie saoudite l'a fait dans le passé et cela s'est avéré très efficace.

Le carburant est un autre facteur déterminant des prix des produits de base. Le carburant est nécessaire pour distribuer les marchandises dans le pays, pomper l'eau potable et alimenter en électricité les services de base. En juin, seules 8 100 tonnes de carburant commercial ont été importées à Hodeïda – de loin la quantité la plus faible jamais enregistrée. Cela a entraîné une hausse du prix de l'eau potable, qui dans certains cas a plus que doublé en l'espace de quelques

semaines. Les organismes d'aide sont de plus en plus touchés, certains signalant qu'ils ne peuvent plus se rendre dans différentes localités pour fournir de l'aide parce qu'il n'y a pas de carburant. Nous le savons, le spectre de la famine plane à nouveau sur le pays et les prix des denrées alimentaires s'envolent sous la pression des pénuries de carburant.

En sus de ces difficultés, de nombreux Yéménites perdent le peu de revenus qui leur restent à un rythme alarmant. La COVID-19 a réduit de pas moins de 70 % les envois de fonds des migrants, qui constituent depuis longtemps une bouée de sauvetage invisible pour le pays. Une enquête récente a révélé qu'environ la moitié des familles ont perdu au moins 50 % de leurs revenus depuis le mois d'avril.

Mon cinquième point concerne les progrès vers la paix. Le Conseil vient d'entendre M. Griffiths parler du volet politique. Avec un financement adéquat, les organismes humanitaires peuvent répondre aux besoins les plus immédiats au Yémen et empêcher un nouveau glissement vers la famine. Cela épargnerait à des millions de personnes des souffrances inutiles et contribuerait à créer plus d'espace pour le processus politique.

Le choix qui se présente au monde est le même que le mois dernier : aider le Yémen maintenant ou regarder le pays sombrer dans l'abîme.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Lowcock de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Alsaidy.

M^{me} Alsaidy (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier tout particulièrement la présidence allemande de m'avoir invitée à présenter un exposé au Conseil de sécurité. Je remercie également M. Griffiths et M. Lowcock de leurs exposés, qui brossent un tableau fidèle de ce qui se passe au Yémen.

D'après mon expérience personnelle en tant que civile vivant au Yémen et mon expérience professionnelle à la tête de Médecins du Monde au Yémen depuis 2017, qui me permet de me déplacer dans des zones sous le contrôle de diverses parties, je vais présenter au Conseil un aperçu de ce qui se passe dans la vie des civils yéménites ordinaires. Je voudrais partager avec le Conseil ce que nous vivons au Yémen en complément de ce qu'ont dit M. Griffiths et M. Lowcock.

Nous voyons des mères et des enfants mourir à cause de complications évitables pendant la grossesse ou l'accouchement. Nous voyons une mère de 22 ans qui à

dû se frayer un chemin à travers les affrontements et les barrages routiers pour atteindre un hôpital à Aden afin d'accoucher. Elle a fini par perdre son bébé et a dû subir une hystérectomie d'urgence pour lui sauver la vie. Nous voyons des pères perdre espoir, parce qu'ils n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants souffrant de malnutrition dans des centres de traitement. Nous voyons des patients mourir, parce qu'ils ne peuvent trouver ou payer des médicaments pour traiter leurs maladies chroniques. Les familles yéménites sont maintenant obligées de choisir entre les médicaments pour les maladies chroniques de leurs proches et la nourriture. Nous voyons des enfants qui ont survécu aux bombardements à Hodeïda et qui souffrent maintenant de troubles post-traumatiques et de phobies spécifiques qui leur font craindre même le son de la pluie. Nous voyons une jeune fille de 12 ans choquée après être tombée sur le corps de sa camarade de classe alors qu'elle échappait au bombardement de son école à Sanaa. Nous voyons des familles déchirées par la guerre. Je sais que dans deux jours, lorsque nous célébrerons l'Eïd al-Adha, de nombreuses familles ne seront pas réunies.

Cette situation déjà insupportable a été aggravée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Bien que des données précises sur les cas et les décès liés à la COVID-19 ne soient pas disponibles au Yémen, je peux dire au Conseil que nous voyons des gens mourir chez eux et dans des établissements de santé non seulement de symptômes semblables à ceux du coronavirus mais, surtout, parce qu'ils ne peuvent accéder à temps aux services de soins de santé de base. De tous les systèmes de santé nationaux du monde, celui du Yémen était le moins prêt à faire face à la pandémie. Plus de la moitié des établissements de santé fonctionnent mal, voire pas du tout à cause de la guerre. Destruction, manque de fournitures, pénurie de carburant et non-versement ou irrégularité du versement des salaires des fonctionnaires sont quelques-unes des nombreuses difficultés que nous rencontrons quotidiennement.

Je voudrais rendre hommage aux travailleurs sanitaires yéménites, qui sont tout aussi dévoués à leurs patients que leurs homologues de n'importe quel autre pays. Les travailleurs sanitaires yéménites doivent choisir entre un travail non rémunéré ou mal rémunéré dans les établissements de santé et un travail rémunéré en dehors des établissements de santé. Ils doivent essentiellement choisir entre s'occuper de leurs patients et nourrir leurs enfants. Ce n'est pas juste, et aucun travailleur sanitaire au monde ne devrait être mis dans une telle position.

Pourtant, les travailleurs sanitaires ne sont pas les seuls à avoir le dos au mur. Il en va de même des fonctionnaires et de tous les Yéménites. Les affrontements, les bombardements, les pilonnages et l'absence de sécurité tuent hommes, femmes et enfants. Le dernier attentat perpétré dans le district de Hazm, dans la province de Jaouf, qui a fait 11 morts parmi les civils, dont des femmes et des enfants, n'en est qu'un exemple de plus. En outre, la dégradation actuelle de l'économie menace directement la vie des survivants, car les denrées alimentaires, les médicaments et l'eau potable sont désormais hors de portée pour la plupart d'entre eux.

Je voudrais dire au Conseil quelques mots sur notre campagne de sensibilisation à la prévention du choléra. Nombre d'hommes et de femmes ont exprimé leur frustration et nous ont demandé comment ils devaient se laver les mains avec suffisamment d'eau s'ils avaient déjà du mal à s'en procurer pour le nettoyage et la cuisine. En effet, des centaines de milliers de Yéménites ont perdu leur emploi, leurs salaires, leurs fermes, leurs pêcheries et leur accès aux ports et aux marchés à cause du conflit. Ils ont perdu tout accès à un revenu décent et sont maintenant à court d'options.

Le Conseil de sécurité peut et doit redonner des options au Yémen. À cette fin, j'ai quatre demandes à formuler.

Ma première demande est d'arrêter la guerre au Yémen. Arrêter la guerre est la seule solution pour que les civils redeviennent autonomes et ne dépendent plus de l'aide. Toute l'aide dans le monde ne suffira pas à répondre aux besoins qui grimpent en flèche. Nous sommes reconnaissants à tous les gouvernements qui ont exprimé leur soutien à la paix et aux efforts inlassables de M. Griffiths, mais ils peuvent faire plus pour arrêter cette guerre.

Parmi les choses qui peuvent être faites, il y a tout d'abord le fait que le Conseil de sécurité devrait inciter les parties à s'engager de bonne foi dans des pourparlers de paix. Deuxièmement, les membres du Conseil devraient faire pression sur les pays directement impliqués dans le conflit pour qu'ils cessent les opérations militaires au Yémen et qu'ils cessent d'armer différents groupes au Yémen. Troisièmement, les membres du Conseil devraient faire pression sur les nombreux pays, y compris les membres permanents du Conseil de sécurité, pour qu'ils mettent fin à leur appui logistique et militaire, direct et indirect, aux opérations militaires au Yémen. Dans la rue, les gens ordinaires comme moi

continuent de se demander s'il existe vraiment une volonté internationale collective de mettre fin à cette guerre, car ces pays et d'autres continuent de vendre des armes dans la région et d'alimenter le conflit. Cette contradiction n'a aucun sens pour le peuple yéménite, c'est pourquoi nous nous interrogeons et réclamons avec force le soutien sincère et fondé sur des principes de la communauté internationale en faveur de la paix.

Nous craignons également que les conséquences négatives de la COVID-19 sur l'économie mondiale ne stimulent les ventes d'armes dans l'espoir que cela relance les économies. Nous espérons nous tromper, car tout profit économique tiré de la vente d'armes susceptibles d'être utilisées au Yémen est un profit littéralement réalisé sur les cadavres d'hommes, de femmes, de garçons et de filles yéménites. J'espère que les décideurs s'en souviendront avant de légitimer toute future vente d'armes au Yémen. Si les membres du Conseil de sécurité sont réellement pour la paix au Yémen, alors ils doivent cesser toute contribution à la guerre.

Ma deuxième demande concerne le sauvetage de l'économie du Yémen. La dépréciation du rial yéménite et la détérioration de l'économie sont à la fois le résultat direct de cette guerre et les facteurs sous-jacents directs de la poursuite du cycle de la violence. Comment le Conseil de sécurité peut-il sauver l'économie du Yémen?

Tout d'abord, il doit faire pression sur les pays directement impliqués dans le conflit pour qu'ils interviennent et mettent fin à la dévalorisation du rial yéménite. Je sais que de nombreuses économies partout dans le monde sont en difficulté en raison de la COVID-19, mais nous ne devons pas oublier que la situation du Yémen est une souffrance entièrement causée par l'homme et que les pays directement impliqués dans le conflit ont l'obligation, en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, de protéger les droits économiques et sociaux. Sauver l'économie yéménite doit rester une priorité.

Deuxièmement, le Conseil de sécurité doit faire pression sur les parties yéménites au conflit pour qu'elles paient toutes les taxes et qu'elles versent toutes les recettes pétrolières à la Banque centrale du Yémen. Nous aussi, nous devons soutenir notre économie.

Troisièmement, le blocus et toutes les autres restrictions sur les importations et les exportations de tous les biens commerciaux à destination ou en provenance du Yémen doivent être levés. Le rétablissement d'une

dynamique de marché fonctionnelle dans toutes les régions du Yémen est essentiel pour donner aux Yéménites la possibilité de vivre dans la dignité. C'est également le seul moyen de rétablir la capacité des familles de subvenir à leurs besoins élémentaires sans dépendre de l'aide humanitaire.

Les pénuries régulières de carburant dans le nord et dans le sud menacent la capacité de survie des civils. Le monde observe les longues files de voitures dans les stations-service yéménites et doit se demander pourquoi les gens ne marchent pas à la place. Au Yémen, en réalité, le carburant ne sert pas seulement pour les voitures. Le carburant est synonyme d'eau car les pompes à eau fonctionnent au fuel. Il est synonyme de bonne santé parce que les hôpitaux fonctionnent grâce aux générateurs. Il est synonyme de nourriture ou pas quand la culture et le transport des produits de base coûtent plus cher et deviennent inabordables pour les civils ordinaires.

Ma troisième demande est de garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave. Je demande donc au Conseil de sécurité d'inciter toutes les parties au conflit à respecter le droit international humanitaire et les principes humanitaires et à œuvrer en faveur d'un accès sûr et sans entrave des secours aux populations touchées. Les travailleurs humanitaires de première ligne demandent d'avoir accès sans condition aux personnes dans le besoin. À cette fin, les obstacles internes et autres freins bureaucratiques qui entravent la circulation de l'aide et du personnel dans le nord comme dans le sud doivent être levés immédiatement.

Ma quatrième demande concerne le maintien du financement de l'aide et la nécessité que le monde ne laisse pas tomber le Yémen. L'aide ne peut et ne saurait remplacer la paix. Cependant, même si le pays est toujours déchiré par la guerre, et que parallèlement il est confronté à un effondrement économique sans précédent, à des inondations récurrentes et à une pandémie mondiale, la diminution simultanée des fonds alloués au Yémen est absolument injuste pour les populations touchées dans le pays. Nous n'avons pas choisi d'être dépendants de l'aide, mais nous le sommes. Ce n'est pas ce que nous sommes.

Ceux qui ont visité le Yémen ou y ont travaillé savent que les Yéménites du nord et du sud sont une nation pacifique et décente, pleine de dignité, de fierté, de solidarité sociale et de générosité. Les circonstances actuelles ne sont pas celles dans lesquelles nous voulons voir grandir nos enfants. Grandir sans espoir, impuissant

et condamné à attendre ce que le monde vous donnera par charité est un avenir qu'aucun enfant au monde ne mérite. Nous voulons retrouver notre vie. Nous voulons avoir une chance égale à celle des autres nations de travailler, d'inventer et de construire notre pays.

Nelson Mandela disait que vaincre la pauvreté n'est pas un geste de charité. C'est un acte de justice. C'est protéger un droit humain fondamental - le droit à la dignité et à une vie décente. Pour le Yémen, cela n'arrivera jamais tant que la guerre continuera. Le Yémen a besoin du Conseil de sécurité pour empêcher l'effondrement de l'économie yéménite et pour mettre fin à la guerre au lieu de mettre fin à l'aide.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Alsaïdy de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Almasabi.

M^{me} Almasabi (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je remercie la présidence allemande du Conseil de son invitation à participer à la séance d'aujourd'hui et de cette occasion de décrire au Conseil de sécurité la manière dont la guerre dans mon pays, le Yémen, a touché les personnes handicapées.

Je m'appelle Raja Abdullah Ahmed Almasabi, et je suis la Présidente de la Fondation arabe des droits de l'homme, la seule organisation locale au Yémen qui défend les droits des personnes handicapées. Étant moi-même une femme handicapée, je parle d'expérience. Je me bats pour nos droits.

Voilà des années que le Conseil de sécurité est régulièrement informé des souffrances que les Yéménites endurent du fait de la guerre en cours. L'ONU a qualifié la situation de pire crise humanitaire au monde. Aujourd'hui encore, les bombes tombent et les gens fuient en pleine pandémie. Cette guerre a un impact disproportionné sur nous, les personnes handicapées.

Avant le début de la guerre en 2015, il y avait 2 millions de personnes handicapées au Yémen. Aujourd'hui, ce nombre est estimé entre 3,5 et 4,5 millions. Il n'existe pas de données fiables sur les personnes handicapées au Yémen et, étant donné le conflit en cours, le nombre réel est certainement plus élevé encore.

La majorité des personnes qui sont devenues handicapées pendant la guerre l'ont été des suites de blessures subies du fait de frappes aériennes, de mines terrestres ou d'autres restes explosifs de guerre. Mais, en plus de cela, le refus de l'accès humanitaire

a également créé des problèmes de santé chroniques tels que la malnutrition, en particulier chez les enfants. C'est une des principales raisons pour lesquelles de nombreux enfants au Yémen sont atteints d'un handicap. De nombreuses personnes qui étaient handicapées avant la guerre souffrent également aujourd'hui d'affections secondaires provoquées par les attaques et les déplacements. Par exemple, avant la guerre, j'avais un handicap, mais à cause de la guerre, j'en ai maintenant deux : un handicap physique et un handicap auditif.

Lorsque des combats éclatent, nombre de personnes handicapées ont du mal à fuir la violence. Imaginez que vous deviez courir pour sauver votre vie sans le fauteuil roulant, les béquilles ou l'appareil d'assistance dont vous avez besoin pour pouvoir vous déplacer. Comment peut-on imaginer dépendre entièrement de ses proches, ou de quiconque est prêt à apporter son aide, pour se déplacer? Certaines personnes handicapées finissent par être abandonnées par leur famille. D'autres choisissent de ne pas s'enfuir afin de ne pas mettre leurs proches en plus grand danger en les ralentissant. C'est ce que nous avons observé avec les familles qui fuyaient les combats à Hodeïda, Taëz, Saada et dans bien d'autres endroits.

La vie dans les camps de déplacés est particulièrement difficile pour les personnes handicapées. La plupart des camps au Yémen n'ont pas été conçus en pensant à nous. Des droits basiques, tels que l'accès à la santé, à l'eau et à des installations sanitaires pour personnes handicapées, sont souvent ignorés. Nombre de personnes handicapées se heurtent à des obstacles dans l'accès aux soins de santé. Pour atteindre des centres médicaux d'urgence, certaines doivent faire jusqu'à six ou huit heures de route sur des routes détruites, alors que leurs ressources financières sont rares.

La maladie à coronavirus (COVID-19) a déclenché une crise sanitaire catastrophique au Yémen, et les personnes handicapées sont une fois de plus laissées pour compte. Aucune mesure spécifique ciblée n'a été prise pour les prendre en charge, bien que nous sachions qu'elles encourent davantage de risques si elles contractent le virus. Il n'existe pas de données sur le nombre de personnes handicapées au Yémen qui ont été contaminées par la COVID-19 ou qui en sont mortes.

La guerre nous a rendus plus pauvres. Je n'ai moi-même aucun revenu parce que je n'ai perçu aucun salaire depuis quatre ans. De nombreuses personnes handicapées ont du mal à trouver une quelconque source

de revenus, alors que tous les prix ont augmenté. De plus en plus d'enfants handicapés ne sont désormais plus scolarisés à cause de la guerre. Dans mon combat pour nos droits au Yémen, j'ai besoin que le Conseil de sécurité veille aux éléments suivants.

Plus la guerre durera, plus la situation continuera de se détériorer pour tous les civils, y compris pour nous, les personnes handicapées. Nous avons besoin que le Conseil de sécurité et tous ses États membres fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre un terme à la guerre. Je les exhorte à cesser d'appuyer et d'armer ceux qui livrent cette guerre. Les habitants du Yémen, tout comme ceux qui habitent dans leurs propres pays, ont besoin de paix et de sécurité.

Ancrer les droits et les besoins des personnes handicapées dans les esprits et dans les budgets des organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales internationales et des gouvernements des États Membres, voilà ce dont nous avons besoin.

Les négociations de paix, quelles qu'elles soient, doivent tenir compte de la participation des personnes handicapées. À l'heure actuelle, on recense plus de 4 millions de personnes handicapées au Yémen, mais personne ne nous a demandé de contribuer à l'un quelconque de ces processus. Cela signifie que, à ce jour, les personnes handicapées n'ont jamais eu voix au chapitre pour ce qui est du présent et de l'avenir du Yémen.

Cela fait un an que le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2475 (2019), qui appelle pour la première fois à protéger les personnes handicapées en situation de conflit. Par la suite, les Nations Unies et leurs différents gouvernements se sont engagés à mieux faire pour veiller à ce que les personnes handicapées soient prises en compte dans les interventions humanitaires. Cela étant, ces engagements n'ont toujours pas été suivis de changements significatifs sur le terrain.

Les personnes handicapées et les organisations qui les représentent luttent pour leur survie. J'appelle le Conseil de sécurité et les États Membres à allouer des ressources et des financements ciblés pour les accompagner au Yémen, grâce à un soutien financier et technique.

Je remercie le Conseil de sécurité d'avoir fait entendre ma voix aujourd'hui. Je quitterai ses membres sur un simple plaidoyer – ils peuvent faire plus. Ils peuvent faire mieux. Que notre situation ne soit pas considérée comme un problème secondaire. Les

personnes handicapées doivent être incluses dans toutes les déclarations que le Conseil publie et dans toutes les résolutions qu'il envisage d'adopter. Nous devons avoir un siège à la table des négociations.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Almasabi de son exposé qui a ému tout le monde ici, je pense.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

Je rappelle à mes collègues que des consultations à huis clos suivront la présente séance. Nous y entendrons une déclaration du général de corps d'armée Guha, Chef de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda, alors efforçons nous d'être brefs et d'aller droit au but; peut-être pouvons-nous poser des questions et garder un œil sur l'heure.

M. Allen (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie tous les intervenants. Je comprends votre propos, Monsieur le Président, quand vous évoquez l'interactivité, mais il s'agit d'une séance publique, et nous n'en avons pas eu depuis plusieurs mois, alors vous voudrez bien m'excuser si je présente la position du Royaume-Uni. Je promets que nous serons interactifs durant les consultations.

Le Royaume-Uni est extrêmement préoccupé par le fait que la maladie à coronavirus (COVID-19) aggrave une situation humanitaire déjà dévastatrice au Yémen. Le nombre de cas recensés officiellement ne représente pas la réalité. La modélisation montre que, dans le pire des cas, 85 000 Yéménites pourraient mourir. Nous sommes frustrés que les houthistes, en particulier, ne recensent pas les cas, rechignent à mettre en œuvre nombre des mesures d'atténuation et empêchent le déroulement d'activités sanitaires essentielles, notamment les vaccinations. Nous appelons toutes les parties yéménites à garantir un accès humanitaire illimité, à signaler les cas de manière transparente et à faciliter la réponse des Nations Unies.

Je suis extrêmement préoccupé par le fait que, d'après la récente étude sur la sécurité alimentaire dans le sud du Yémen, 1,2 million de personnes de plus devraient être confrontées à l'insécurité alimentaire cette année. Je constate que les houthistes ont empêché la réalisation de cette étude dans le nord. Cette situation est tirée par la contraction économique. La devise du Yémen continue de se déprécier et a de nouveau atteint des plateaux vertigineux cette année, alors que les prix alimentaires ont augmenté de plus de 10 % durant le seul

mois de juin. Soyons francs, la famine est désormais une perspective réaliste, comme Mark Lowcock ne l'a que trop clairement indiqué. Nous l'avons entendu : cela affectera de manière disproportionnée les personnes déjà marginalisées, en particulier les personnes handicapées.

Il y a deux mesures clefs que la communauté internationale peut prendre pour empêcher qu'une famine désastreuse ne survienne au Yémen cette année. Premièrement, il faut, d'urgence, assurer un financement concret à l'appel humanitaire lancé par les Nations Unies. L'ONU n'a reçu que 800 millions de dollars cette année, contre 2,6 milliards de dollars à la même époque l'an dernier. Cet écart entrave, paralyse même, la réponse humanitaire, et 12 des 38 principaux programmes des Nations Unies, notamment en matière d'aide alimentaire, ont déjà dû être réduits. En réponse, le Royaume-Uni a déjà déboursé plus de 50 % du financement de 160 millions de livres sterling, soit 200 millions de dollars, prévu pour le Yémen cette année. Nous exhortons tous les donateurs à se montrer à la hauteur de la situation et à fournir dès maintenant un financement humanitaire concret aux Nations Unies.

Deuxièmement, il s'agit d'apporter une assistance financière à la Banque centrale du Yémen, afin qu'elle dispose de devises fortes en quantités suffisantes pour maintenir les importations de denrées alimentaires. Ce sera déterminant pour éviter un nouvel effondrement des revenus des ménages et pour stabiliser les prix. Le Gouvernement yéménite a un rôle à jouer à cet égard. Nous l'invitons à élaborer un plan crédible et transparent qui rassure les donateurs et qui tienne compte du paiement des salaires des fonctionnaires.

La réponse du Royaume-Uni passe par l'engagement que j'ai mentionné, de contribuer à hauteur de 200 millions de dollars au financement des Nations Unies cette année. Nous prévoyons de mener plus de 700 000 consultations médicales pour divers problèmes de santé, de former 1 500 professionnels de la santé à travailler en toute sécurité dans le contexte de la COVID-19 et de donner une impulsion indispensable à près de 600 centres de santé pour qu'ils continuent de fournir les services de santé existants.

Nous sommes par ailleurs profondément préoccupés par la menace émergente des criquets pèlerins. Nous comprenons que les fortes pluies ont créé des conditions de reproduction favorables. Il faut garantir l'accès afin d'évaluer les options, notamment la pulvérisation, pour atténuer ce problème. Il y aura de graves répercussions, non seulement au Yémen,

mais potentiellement dans toute l'Afrique ainsi qu'en Asie. Nous apprécierions toute mise à jour que Mark Lowcock sera en mesure de nous fournir dans le cadre des consultations.

En raison du risque de famine, il est extrêmement important que les parties yéménites consentent aux compromis nécessaires pour s'accorder d'urgence sur un cessez-le-feu national et lancer un processus politique global en vue de mettre un terme définitif à la guerre. Alors que les négociations se poursuivent, l'offensive des houthistes à Mareb et les attaques transfrontalières en Arabie saoudite ont provoqué une escalade du conflit. Ce comportement fait planer le doute sur leurs intentions, et les escalades provoquent la mort de civils qui sont tués par des missiles et dans des attaques aériennes. Les houthistes doivent mettre fin à ces provocations.

Je me félicite de la coordination étroite entre les membres du Conseil de sécurité, ici et dans la région, dans l'appui qu'ils fournissent à l'Envoyé spécial Martin Griffiths. Nous devons continuer de faire preuve de détermination et d'unité pour faire comprendre aux parties yéménites – à toutes les parties yéménites – que l'heure est venue de mettre fin aux hostilités et d'adopter les propositions dont elles sont saisies.

L'on a appris cette semaine, et il faut le saluer, que la médiation saoudienne a permis de relancer la mise en œuvre de l'Accord de Riyad. Je tiens à souligner l'importance de sa prompte mise en œuvre, notamment la formation d'une délégation conjointe pour le processus de paix mené sous l'égide de l'ONU.

Ce mois-ci au Conseil, nous avons également mis l'accent sur les effets dévastateurs de la fuite de pétrole du pétrolier *FSO SAFER* (voir S/2020/721), comme l'a expliqué tout à l'heure Mark Lowcock. Même si les houthistes ont à plusieurs reprises accepté, en principe, l'aide de l'ONU, ils ne semblent pas vouloir la mettre en pratique, imposant au contraire des conditions préalables et la reliant à d'autres questions. Au bout de 14 jours, les visas des experts n'ont toujours pas été approuvés. Les houthistes les ont approuvés temporairement, mais les ont annulés le jour même, prétendant qu'il s'agissait d'une erreur. J'exhorte les houthistes à faciliter le travail des experts. Ne pas le faire serait profondément irresponsable.

Je termine en réitérant l'avertissement de Martin Griffiths concernant le fait que les négociations pourraient nous échapper. Tous les membres du Conseil doivent faire clairement comprendre aux parties

yéménites qu'ils attendent d'elles qu'elles règlent rapidement les questions en suspens, qu'elles s'accordent sur un cessez-le-feu et qu'elles engagent un processus politique. Nous devons tous décider d'utiliser tous les outils à notre disposition afin d'atteindre ces objectifs.

M. Abarry (Niger) : Je voudrais remercier à travers vous, Monsieur le Président, tous les intervenants pour leurs exposés clairs, qui non seulement ont brossé un tableau complet de la situation au Yémen, mais qui ont également montré l'extrême urgence d'agir pour sauver la situation dans ce pays. J'ai été particulièrement touché par le témoignage poignant et émouvant de M^{me} Wafa'a Alsaïdy sur les difficultés de la vie quotidienne dans son pays.

Les dernières informations en provenance du Yémen indiquent que la maladie à coronavirus (COVID-19) se propage rapidement dans tout le pays. Avec des infrastructures sanitaires ravagées par la guerre, une capacité de dépistage limitée et des pénuries de fournitures et d'équipements médicaux, l'exacerbation de la pandémie de COVID-19 va encore aggraver la situation humanitaire de la population. Les conditions sous-jacentes des maladies infectieuses et de la malnutrition rendent difficile le rétablissement des personnes infectées par le virus, ce qui a conduit à l'augmentation du nombre de décès liés au virus ces derniers jours. Nous sommes particulièrement alarmés par le nombre de décès parmi les agents de santé, principalement dans la région de Sanaa. Cela portera sans doute un grand coup à la lutte contre la pandémie.

Afin de lutter avec succès contre le virus dans le pays, les trois centres de pouvoir devraient cesser de se jeter les responsabilités les uns sur les autres et s'unir pour faire face à cette menace mortelle. En effet, l'absence d'une autorité centrale rend difficile la mise en œuvre de mesures de précaution auxquelles les populations doivent se conformer de manière coordonnée et cohérente.

Le mois dernier, nous avons été quelque peu optimistes d'entendre l'Envoyé spécial Martin Griffiths annoncer que les parties en conflit ont exprimé un grand intérêt pour ses propositions de déclaration conjointe d'un cessez-le-feu national, qui ouvrirait la voie à la reprise du dialogue en vue de mettre un terme à la guerre au Yémen. Il n'en va malheureusement pas de même aujourd'hui au vu des derniers développements sur le terrain, marqués notamment par l'intensification des combats entre les forces de la coalition et les houthistes.

Le Niger est d'avis qu'aucun progrès ne peut être réalisé, ni dans le processus politique ni dans le traitement de la situation humanitaire, sans une véritable cessation des hostilités. Nous appelons toutes les parties à donner corps aux appels du Secrétaire général et de son envoyé spécial en faveur d'un cessez-le-feu général pour faire face à la pandémie de COVID-19 dans le pays et pour la reprise du processus politique.

À cet égard, nous invitons les acteurs régionaux ainsi que les membres du Conseil ayant une influence sur les parties à exercer les pressions nécessaires pour faire avancer les démarches de l'Envoyé spécial afin de parvenir à une déclaration de cessez-le-feu général, que nous appelons de tous nos vœux.

Pour conclure, nous nous félicitons du renouvellement du mandat la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda il y a deux semaines (voir S/PV.8747). La Mission joue un rôle crucial dans la stabilisation de cette zone et dans la continuité de l'acheminement de l'assistance humanitaire, qui transite actuellement par Hodeïda.

Le Niger salue et soutient les efforts inlassables de Martin Griffiths pour faire taire les armes au Yémen et amener les parties à faire la paix dans ce pays meurtri par cette guerre insensée et dévastatrice. Comme nous a suppliés M^{me} Alsaïdy, il faut que nous agissions pour faire cesser au plus vite la guerre au Yémen.

M. Matjila (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Nous remercions l'Envoyé spécial Martin Griffiths et le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, de leur description glaçante de la crise yéménite. Nous remercions également M^{me} Raja Abdullah Ahmed Almasabi de son témoignage émouvant, ainsi que M^{me} Wafa'a Alsaïdy. M^{me} Almasabi et M^{me} Alsaïdy nous ont emmenés, en tant que Conseil, dans leurs maisons et dans les rues du Yémen, où vivent les citoyens ordinaires. Nous les remercions de nous avoir fait partager leur vie quotidienne et de nous avoir parlé de leurs problèmes.

L'Afrique du Sud réitère son appui à l'Envoyé spécial, qui œuvre avec ardeur au règlement pacifique de la situation au Yémen en dépit d'une escalade persistante de la violence dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui ne faiblit pas. Ma délégation réitère, comme l'a dit Mark Lowcock, que la situation humanitaire troublante au Yémen, aggravée par la pandémie de COVID-19, est inextricablement

liée à l'impasse politique. De ce fait, mon intervention sera axée sur ces deux éléments, à savoir la situation humanitaire et la situation politique.

En ce qui concerne la situation humanitaire, l'Afrique du Sud reste profondément préoccupée par ses effets dévastateurs sur le peuple yéménite, en particulier les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes déplacées et les personnes handicapées, comme nous venons de l'entendre. Comme l'a mentionné M^{me} Almasabi, la pénible réalité est que les personnes handicapées sont touchées de manière disproportionnée par les situations dangereuses et rencontrent de multiples obstacles pour bénéficier d'une protection et de l'aide humanitaire.

Aussi l'Afrique du Sud appelle-t-elle toutes les autorités des différentes provinces à convenir d'un ensemble de mesures unifiées pour contrer la propagation de la COVID-19 au Yémen et alléger les souffrances du peuple yéménite. Il est impératif d'autoriser un plein accès au pays, d'accélérer le dédouanement des équipements de protection individuelle et des fournitures médicales, et de faciliter les vols aériens des travailleurs humanitaires à destination du Yémen afin d'assurer la relève du personnel et de permettre un accès aux populations dans le besoin dans le nord et le sud. Cela permettra aux travailleurs sanitaires et humanitaires de ralentir le taux d'infection et la propagation du virus.

Il est essentiel que toutes les parties respectent leurs obligations et responsabilités en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, et prennent toutes les mesures voulues pour mettre fin aux violations contre les civils et les prévenir. Les violations présumées doivent faire l'objet d'enquêtes conformément aux normes en matière d'intégrité, de transparence et de responsabilité.

En ce qui concerne l'impasse politique, les combats se poursuivent dans le nord du Yémen à la frontière avec l'Arabie saoudite, aux abords de la ville de Mareb, de Hodeïda et de Taëz. Le cessez-le-feu proposé n'est toujours pas mis en œuvre et aucun progrès substantiel n'a été réalisé en ce qui concerne les accords politiques. L'Afrique du Sud exhorte toutes les parties à cesser les hostilités, conformément à l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial et à la résolution 2532 (2020). En outre, nous invitons les parties à convenir de mesures de confiance, telles que le paiement des fonctionnaires, la réouverture de l'aéroport de Sanaa et la levée des restrictions sur les importations commerciales afin d'aider à lutter contre

la pandémie de COVID-19 et d'insuffler un nouvel élan aux négociations politiques globales visant à mettre fin à la guerre au Yémen, comme il nous a été demandé de le faire.

Nous réaffirmons notre position selon laquelle une réponse militaire n'est pas une solution viable et engageons toutes les parties à aborder la reprise des négociations politiques dans un esprit de compromis, en plaçant les intérêts des Yéménites au centre d'un règlement politique négocié – j'entends par là tous les Yéménites, y compris, comme cela a été demandé ce matin, les 4 millions de personnes handicapées. Nous exhortons toutes les parties à éviter toute démarche absolutiste.

L'Afrique du Sud reste préoccupée par la non-application de l'Accord de Riyad. Nous renouvelons notre appel à la mise en œuvre de cet accord vital entre le Gouvernement yéménite et le Conseil de transition du Sud. Nous demandons également la pleine mise en œuvre de l'Accord de Stockholm de décembre 2018.

L'Afrique du Sud exhorte toutes les parties à régler le problème du pétrolier *FSO SAFER* en autorisant les réparations indispensables pour éviter une catastrophe anthropique en mer Rouge. On n'insistera jamais assez sur la nécessité de permettre aux experts techniques de procéder à une évaluation et aux premières réparations. Nous souhaitons que cette menace imminente soit traitée sur une base purement technique, sans politisation.

Pour terminer, l'Afrique du Sud réaffirme que la seule solution au conflit au Yémen est un règlement politique inclusif, dirigé et pris en mains par les Yéménites, qui réponde aux aspirations du peuple yéménite à un avenir économique et politique solide. Dans ce contexte, nous appelons également à la participation pleine et véritable des femmes à tous les aspects d'un processus politique inclusif.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions l'Envoyé spécial Martin Griffiths et le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock de leur présentation de la situation politique et humanitaire au Yémen. Nous avons écouté avec attention les récits poignants et même déchirants de M^{me} Wafa'a Alsaïdy et de M^{me} Raja Abdullah Ahmed Almasabi, qui nous ont décrit la vie des civils yéménites ordinaires dans ce conflit.

Nous appuyons les efforts de médiation entrepris par M. Griffiths pour relancer le dialogue politique et parvenir à un règlement du conflit. La communauté

internationale est unanime : les problèmes du Yémen ne peuvent pas être résolus militairement. Il est essentiel que les parties yéménites elles-mêmes adhèrent rapidement à cette logique et s'attèlent à l'élaboration de mesures de confiance et à l'établissement d'un cessez-le-feu généralisé. À cette fin, les intérêts de tous les groupes de la société yéménite doivent être pris en compte et le règlement doit être le fruit d'un compromis acceptable pour tous.

La même approche peut et doit être appliquée pour régler la question du pétrolier *FSO SAFER* avec l'aide de l'ONU. Nous sommes fermement convaincus que M. Griffiths et M. Lowcock sont bien placés pour aider les Yéménites à trouver une solution adéquate.

Malheureusement, il nous faut constater que la mise en œuvre des Accords de Stockholm et de Riyad est dans l'impasse. Nous nous félicitons des efforts visant à relancer ces accords, ce qui contribuerait à faciliter un règlement global. Nous appelons les parties au conflit à s'abstenir de recourir à la force et à prendre les mesures nécessaires pour désamorcer les tensions et faciliter les efforts de l'ONU visant à parvenir à un cessez-le-feu et à relancer le processus de dialogue politique.

Nous sommes de plus en plus préoccupés par la situation humanitaire au Yémen, qui se détériore non pas de jour en jour, mais d'heure en heure. Le conflit a déjà infligé des dommages irrévocables à l'économie du pays, au secteur social et aux infrastructures civiles, et il faudra des années pour les reconstruire. Des millions de Yéménites souffrent de la faim, n'ont pas accès aux services et traitements médicaux essentiels et ont besoin de divers types d'assistance. Ces problèmes étaient loin d'être résolus lorsque le pays a été englouti par le raz-de-marée de la maladie à coronavirus (COVID-19), accompagné de la malheureuse statistique du taux de mortalité le plus élevé au monde. C'est pourquoi la fourniture d'une aide humanitaire au Yémen doit être notre priorité, parallèlement à une mutualisation des efforts pour régler le conflit. C'est la seule façon de lancer une réponse humanitaire globale.

À cet égard, nous saluons la contribution positive de la Manifestation de haut niveau pour les annonces de contributions relatives à la crise humanitaire au Yémen. On y a discuté des moyens d'améliorer la situation humanitaire catastrophique et de fournir une assistance à la population yéménite. Dans le même temps, je rappelle que l'aide humanitaire doit être impartiale.

La position russe sur le règlement yéménite reste inchangée. Nous continuerons à appuyer M. Griffiths et les efforts de médiation menés par l'ONU au Yémen, notamment grâce à nos contacts avec toutes les forces politiques du pays et d'autres parties intéressées, à la fois à titre national et en notre qualité de l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

Nous soulignons que les tentatives de rejeter la responsabilité sur d'autres acteurs régionaux ne contribuent pas à un règlement du conflit. Cela est d'autant plus vrai lorsque ces acteurs régionaux sont en mesure de jouer un rôle positif pour mettre fin au conflit. La base nécessaire à cet effet existe déjà, à savoir la résolution 598 (1987), qui demandait au Secrétaire général d'élaborer, en collaboration avec les États de la région, un dispositif de sécurité, ainsi que des initiatives nationales, notamment le concept russe de sécurité collective dans la région du Golfe persique.

M. Kabtani (Tunisie) (*parle en arabe*) : À l'entame de mon propos, je voudrais remercier la présidence allemande du Conseil de sécurité d'avoir organisé la séance d'aujourd'hui au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Je remercie également l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Mark Lowcock, de leurs exposés éclairants sur l'évolution de la crise humanitaire au Yémen. Je remercie par ailleurs les représentantes de la société civile de leurs exposés, qui nous ont profondément touchés.

La Tunisie est extrêmement préoccupée par la détérioration continue de la situation au Yémen à tous les niveaux, en particulier par la très grave crise humanitaire sans précédent. Les choses continuent d'empirer, mettant en danger la vie de milliers d'habitants de ce pays frère, en raison de l'escalade militaire et des luttes intestines qui se poursuivent sans relâche. Cette situation pourrait encore s'aggraver et prendre des proportions catastrophiques en raison des difficultés découlant de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), de l'insuffisance des infrastructures sanitaires et du manque de ressources disponibles au Yémen pour lutter contre la pandémie. Face à cette crise, la Tunisie appelle toutes les parties au Yémen à renoncer aux options militaires. Les événements de l'année dernière ont démontré que les options militaires ne peuvent résoudre la crise; bien au contraire, elles ne font que l'aggraver et la prolonger, et exacerber un peu plus les souffrances des civils ordinaires.

Il faut qu'un cessez-le-feu global et immédiat soit instauré. C'est maintenant une urgence absolue. Et il faut que ce cessez-le-feu tienne et soit respecté par toutes les parties, afin de pouvoir mener à une paix durable, conformément à l'appel du Secrétaire général et à la résolution 2532 (2020). Une nouvelle fois, nous sommes sensibles à tous les efforts entrepris au niveau de l'ONU et au niveau international. Nous remercions l'Envoyé spécial de ses propositions, notamment en ce qui concerne un cessez-le-feu global dans tout le pays, mais aussi en ce qui concerne la relance immédiate du processus politique ainsi que les mesures économiques et humanitaires et les mesures pour alléger les souffrances du peuple yéménite, pour instaurer la confiance entre les parties et pour intensifier les efforts de lutte contre la pandémie.

À notre avis, c'est une approche pragmatique et globale. Elle peut être la bonne occasion de laisser la violence derrière soi et de se diriger vers une solution. Nous appelons toutes les parties au Yémen à engager un dialogue pacifique pour parvenir à un règlement politique conformément au cadre convenu, à savoir l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, les textes issus de la Conférence de dialogue national et la résolution 2216 (2015). Dans le même ordre d'idées, nous réaffirmons la nécessité de mettre en œuvre les Accords de Stockholm et de Riyad, de continuer à honorer les engagements concernant Hodeïda, de respecter les mesures convenues avec le Bureau de l'Envoyé spécial et d'accroître la participation pleine et entière des femmes au processus politique.

La Tunisie appuie les efforts entrepris par l'ONU et l'Envoyé spécial. Dans le même temps, nous soulignons qu'il importe de mettre en commun les efforts de la communauté internationale pour aider le Gouvernement yéménite légitime à lutter contre la pandémie de maladie à coronavirus, à procéder aux réformes économiques nécessaires et à assurer une aide humanitaire sans entrave à la population yéménite dans le besoin. Mais pour pouvoir mettre fin à la crise et rétablir la stabilité, tant au Yémen que dans la région, les activités militaires doivent cesser et toutes les parties doivent respecter les intérêts supérieurs du Yémen pour que la population cesse de souffrir et puisse participer au processus politique.

Le pétrolier *FSO SAFER* renferme plus d'un million de barils de pétrole. Il est dans un état de délabrement avancé et menace de provoquer une catastrophe écologique sans précédent. Nous demandons

une nouvelle fois qu'une solution immédiate soit trouvée pour mettre fin à cette crise et que des équipes d'inspection et de maintenance soient envoyées sur le navire.

Pour conclure, nous réaffirmons notre ferme position de principe en faveur d'une solution politique, seul choix possible, grâce à un dialogue constructif et à la réconciliation nationale pour mettre un terme à la crise et garantir le respect de la souveraineté, de l'unité et de l'indépendance du Yémen.

M^{me} King (Saint-Vincent-et-les Grenadines) (*parle en anglais*) : Nous exprimons notre sincère reconnaissance aux intervenants pour leurs précieuses mises à jour et analyses de la situation sur le terrain, qui est franchement déchirante.

Le conflit prolongé au Yémen continue de s'aggraver, car la situation reste instable sur le plan de la sécurité en l'absence d'une solution politique viable. À cela s'ajoute la détérioration de la situation humanitaire, qui a considérablement empiré du fait de la pandémie de maladie à coronavirus. Dans ce contexte, nous soulignons combien il importe que l'aide humanitaire puisse parvenir sans entrave aux personnes qui en ont le plus besoin. Cependant, aussi urgente soit-elle, il ne s'agit pas là d'une solution, mais simplement d'une mesure pour atténuer les conséquences abjectes de la crise. La seule solution durable est une solution politique. Nous réaffirmons notre appui au travail de l'Envoyé spécial et de tous les acteurs qui ont facilité le dialogue entre les parties. Toutefois, M^{me} Wafa'a Alsaïdy et M^{me} Raja Abdullah Ahmed Almasabi l'ont dit, nous devons faire plus et mieux.

Nous sommes préoccupés par le manque de financement, qui pèse sur les opérations humanitaires et les entrave. Le décaissement des fonds promis est nécessaire de toute urgence pour assurer la poursuite de l'acheminement d'une aide vitale. Nous devons faire plus et mieux.

Le Conseil s'est réuni récemment pour discuter de la question du pétrolier *FSO SAFER*, qui n'est toujours pas réglée. Nous soulignons que l'environnement, l'économie et la population du Yémen et de la région seraient gravement touchés par toute explosion ou fuite qui pourrait se produire. Par conséquent, dans le cadre des efforts déployés sur ce dossier, ces préoccupations doivent rester prioritaires et passer avant les intérêts et les tractations politiques. Afin d'éviter une catastrophe, une évaluation de l'état du pétrolier doit être effectuée et

des mesures appropriées doivent être prises pour écarter tout danger. Nous devons faire plus et mieux.

En conclusion, nous demandons de nouveau à toutes les parties de cesser les hostilités et de retourner à la table de négociation. Tout en encourageant un dialogue constructif avec l'Envoyé spécial, nous savons qu'un résultat efficace ne pourra être obtenu que par un processus politique inclusif, dirigé et contrôlé par les Yéménites. C'est la seule voie possible pour l'amélioration de la condition du peuple du Yémen et le progrès de ses institutions et de l'expression politique dans le pays. Je termine en me faisant l'écho de l'appel lancé par Mark Lowcock : nous devons aider le Yémen maintenant ou alors le regarder sombrer dans l'abîme.

M. Bencosme Castaños(République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous tenons à remercier Martin Griffiths et Mark Lowcock pour leurs exposés. Nous voudrions également exprimer notre gratitude à M^{me} Wafa'a Alsaïdy et à M^{me} Raja Abdullah Ahmed Almasabi pour leurs témoignages très précieux.

Nous ne pouvons manquer d'exprimer notre vive inquiétude face à la fragilité de la situation au Yémen. Tout d'abord, les hostilités se sont intensifiées et la situation à Mareb s'est considérablement aggravée ces dernières semaines. Les bombardements dans les zones civiles où il y a une forte concentration de personnes déplacées sont totalement inacceptables. Nous condamnons avec force les frappes aériennes qui ont eu lieu les 12 et 15 juillet, tuant 17 civils, dont 10 enfants. Sur ce point, nous pensons que le mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les enfants et les conflits armés est un outil fondamental qui devrait refléter pleinement tous les éléments de preuve. Aucune des parties au conflit ne doit être retirée prématurément de la liste alors que de graves violations contre les enfants se poursuivent. Nous ne pouvons abandonner les enfants qui sont en danger.

Étant donné la situation humanitaire, la COVID-19 se déchaîne telle un incontrôlable feu de forêt au Yémen. Nous avons reçu des informations selon lesquelles près de 100 travailleurs de la santé sont morts du coronavirus; c'est l'un des bilans les plus lourds au monde pour le personnel médical. Associée à la quasi-paralysie de l'économie et à la perspective d'un abandon de projets humanitaires et de développements vitaux, cette pandémie pourrait provoquer une situation de famine avant la fin de l'année, comme nous en a prévenus M. Lowcock. Nous ne pouvons pas laisser cela se produire.

Sur le plan de l'environnement, nous sommes déçus d'apprendre que les houthistes n'ont toujours pas autorisé l'accès au pétrolier *FSO SAFER*. Durant la visioconférence consacrée à cette question en milieu de mois (voir S/2020/721), les participants ont rappelé les graves conséquences environnementales et humanitaires qui découleraient d'une fuite de pétrole. Nous exhortons les houthistes à permettre aux Nations Unies d'accéder au pétrolier sans plus tarder.

La préoccupation liée à l'invasion de criquets pèlerins est une crise de plus sur laquelle le conflit en cours a une incidence. Au Yémen, certaines opérations de contrôle sont menées au sol, mais le contrôle aérien, moyen le plus efficace de lutter contre ce parasite, n'est pas possible. Si rien n'est fait à grande échelle, il est probable qu'une accumulation considérable de criquets pèlerins aura lieu, entraînant une possible ré-invasion dans la Corne de l'Afrique, voire en Inde et au Pakistan. Les cultures et pâturages de millions de personnes vulnérables sont en voie de destruction.

Les difficultés et les souffrances auxquelles se heurtent les Yéménites semblent presque insurmontables. Leur pays est en train d'atteindre ses limites. Si la situation sur le terrain ne montre pas rapidement des signes d'amélioration, le Conseil devra envisager des mesures plus drastiques, afin d'envoyer un message plus fort encore en faveur du règlement de ce conflit et de l'allègement des souffrances yéménites.

Outre les récents faits nouveaux positifs survenus dans la mise en œuvre de l'Accord de Riyad, nous exhortons toutes les parties à adopter sans délai le projet de déclaration commune présentée par l'Envoyé spécial.

Avant de conclure, je voudrais souligner qu'il importe de garantir un processus de paix sans exclusive, dans lequel tant les voix des Yéménites dans le pays que celles de la diaspora, ainsi que celles de toutes les populations en situation de vulnérabilité, seront pleinement prises en compte. À cet égard, nous voulons demander à M^{me} Alsaïdy si les organisations travaillant avec les personnes handicapées au Yémen ont été autorisées à exprimer leurs préoccupations directement auprès des parties au conflit et, si oui, quelle a été leur réaction.

M. de Rivière (France) : Je tiens à remercier M. Martin Griffiths, M. Mark Lowcock, M^{me} Wafa'a Alsaïdy et M^{me} Raja Abdullah Ahmed Almasabi pour leurs interventions.

Il est essentiel que les acteurs humanitaires et les organisations non gouvernementales de terrain puissent exposer leur vue de la situation devant le Conseil de sécurité. Il devient sans cesse plus urgent de trouver une solution politique permettant de mettre définitivement un terme au conflit yéménite. Nous réitérons une nouvelle fois notre plein et entier soutien au Secrétaire général et à l'Envoyé spécial pour leurs efforts en ce sens, et appelons toutes les parties, notamment les parties yéménites, à endosser le projet d'accord proposé par Martin Griffiths.

Nous sommes encouragés par le maintien d'un cessez-le-feu entre le Gouvernement yéménite et le Conseil de transition du Sud. Nous rappelons qu'il faut mettre en œuvre sans délai et dans son intégralité l'Accord de Riyad. Nous saluons le rôle joué par l'Arabie saoudite à cet égard. Seul un cessez-le-feu à l'échelle nationale, conformément à la résolution 2532 (2020) et à l'appel du Secrétaire général, permettra de lutter efficacement contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

La hausse des attaques contre les civils est préoccupante. Nous ne le répéterons jamais assez : toutes les parties sont tenues de respecter leurs obligations dans le cadre du droit international humanitaire. La protection des civils, y compris des personnels humanitaires et médicaux, ainsi que des infrastructures civiles, doit être une priorité absolue. Tout doit être également fait pour garantir un accès humanitaire complet. C'est indispensable pour contrer la propagation de la pandémie de COVID-19, dans un contexte où le taux de mortalité de la COVID-19 au Yémen est le plus élevé au monde.

S'agissant du pétrolier *FSO SAFER*, nous regrettons l'absence de progrès depuis la réunion de la mi-juillet (voir S/2020/721). Nous appelons les houthistes à tenir les engagements qu'ils ont pris au début du mois et à autoriser sans délai l'accès des Nations Unies au pétrolier. Une fuite de pétrole aurait des conséquences catastrophiques d'un point de vue environnemental, humanitaire et économique pour toute la région. Il est donc urgent d'agir.

La France continuera donc d'appuyer les efforts déployés par l'ONU pour trouver une solution politique et ramener la paix et la sécurité au Yémen et, plus largement, permettre une désescalade à l'échelle régionale.

M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique) : Je voudrais tout d'abord remercier Martin Griffiths et

Mark Lowcock pour leurs exposés. Je voudrais aussi remercier tout particulièrement M^{me} Wafa'a Alsaïdy et M^{me} Raja Abdullah Ahmed Almasabi. Je salue leur travail et les remercie d'avoir partagé avec nous leur expérience et leurs recommandations.

Je voudrais faire cinq remarques.

Premièrement, je voudrais réaffirmer notre plein soutien aux efforts de l'Envoyé spécial pour obtenir un cessez-le-feu national, des mesures de confiance et la reprise d'un processus politique inclusif. Nous appelons toutes les parties à s'engager de manière constructive dans ces efforts et à faire preuve du courage politique nécessaire en vue de parvenir à un accord.

Deuxièmement, nous sommes alarmés par les récentes informations faisant état de victimes civiles, y compris des enfants, à la suite de frappes aériennes. Toutes les parties doivent protéger les civils et mettre fin aux graves violations commises à l'encontre des enfants. Comme nous l'avons entendu de M^{me} Almasabi, les personnes handicapées sont touchées de manière disproportionnée par le conflit et ont besoin d'une protection et d'un soutien particuliers.

Troisièmement, le fléau du criquet pèlerin ajoute encore une autre couche de vulnérabilité. Nous sommes préoccupés par son impact sur la sécurité alimentaire et nous soutenons les efforts des Nations Unies, en particulier de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, pour mener des opérations de surveillance et de contrôle sur le terrain. À cette fin, nous appelons les parties à leur fournir un accès sûr aux zones de reproduction et à mettre en place des journées de tranquillité.

Quatrièmement, la situation humanitaire reste extrêmement préoccupante. Tous les partenaires internationaux devraient faire preuve de solidarité avec le peuple yéménite en soutenant le plan d'intervention des Nations Unies. Nous encourageons donc les pays à faire des engagements supplémentaires et à les honorer. Je réitère également l'importance de l'accès humanitaire : nous rappelons à toutes les parties de respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire. Les autorités devraient accélérer le dédouanement des équipements de protection et des fournitures médicales et faciliter les voyages aériens du personnel humanitaire.

Enfin, et c'est mon cinquième point, je voudrais faire référence à notre récente réunion sur le pétrolier *FSO SAFER* (voir S/2020/721) et, à l'instar de mes collègues, dire qu'il est plus urgent que jamais d'agir.

Donc, nous demandons instamment aux houthistes de donner suite à leur engagement et de permettre aux experts techniques des Nations Unies d'accéder au pétrolier, afin d'empêcher une catastrophe.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à rendre hommage à notre cher collègue l'Ambassadeur Marc Pecsteen de Buyswerve, car il me semble qu'il est présent dans la salle du Conseil pour la dernière fois. Je le remercie de son excellente coopération tout au long de son mandat ici. Je tiens également à remercier de leurs exposés l'Envoyé spécial Martin Griffiths, le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock, M^{me} Wafa'a Alsaïdy et M^{me} Raja Abdullah Ahmed Almasabi.

La propagation rapide de la maladie à coronavirus (COVID-19) au Yémen et son taux de mortalité élevé sont préoccupants et exigent l'attention de la communauté internationale. Les intervenants ont confirmé que la COVID-19 est aussi meurtrière au Yémen que le conflit lui-même. Je réitère ce qu'a dit M. Lowcock, à savoir que le Yémen ne pouvait combattre sur deux fronts en même temps. M. Griffiths a également peint un sombre tableau de l'escalade et de la souffrance prolongées. En écoutant les intervenants, on a une fois de plus l'impression d'être sur des montagnes russes – nous avons une lueur d'espoir il y a quelque temps, et soudain, les perspectives de paix s'éloignent. À cet égard, je vais souligner trois points importants concernant les exposés que nous venons d'entendre.

Premièrement, on ne saurait trop insister sur le fait qu'il est urgent de trouver une solution politique. Nous espérons que la déclaration conjointe sera adoptée prochainement. Cela déterminera l'avenir du Yémen, car le nouvel accord relancera la dynamique de paix qui est en train de s'estomper, comme le montre l'intensification des hostilités. Le projet d'accord comportera également des mesures humanitaires, économiques et de confiance importantes, tout en pourvoyant pour la poursuite du processus de paix et l'instauration d'un cessez-le-feu national. Nous sommes certains que c'est ce dont a besoin le peuple yéménite en ce moment. À cet égard, l'Indonésie réitère son appui aux efforts de l'Envoyé spécial, le Conseil étant prêt à soutenir ces efforts pour faciliter un processus de paix sans exclusive dirigé et contrôlé par les Yéménites.

Deuxièmement, nous ne devons pas sous-estimer la menace que représente la COVID-19 pour la situation humanitaire globale. Notre priorité absolue en tant que Conseil de sécurité a toujours été de sauver des vies. Il

est donc frustrant d'entendre chaque mois de la bouche de M. Lowcock que la situation humanitaire au Yémen ne s'améliore pas, voire qu'elle s'aggrave. La COVID-19 et les restrictions qui l'accompagnent, la baisse des envois de fonds, les criquets et le sous-financement constant et significatif de l'action humanitaire cette année ont exacerbé une situation déjà désespérée. La pandémie de COVID-19 a également contraint un grand nombre de personnes à se déplacer. Cela compliquera encore davantage la fourniture de l'aide humanitaire. Avec ces considérations à l'esprit, il n'est pas excessif de demander l'instauration d'un cessez-le-feu national à des fins humanitaires.

Nous tenons également à réitérer notre préoccupation concernant l'absence de progrès au sujet du pétrolier *FSO SAFER*. Nous avons beaucoup d'attentes à cet égard après la réunion tenue le 15 juillet (voir S/2020/721). Nous exhortons Ansar Allah à autoriser l'accès de l'équipe d'évaluation des Nations Unies pour lui permettre de procéder à l'évaluation et aux réparations nécessaires.

Troisièmement, nous devons maintenir le cap et mettre en œuvre les engagements préalables, notamment l'Accord de Stockholm et l'Accord de Riyad, ainsi que toutes les résolutions pertinentes du Conseil, notamment la résolution 2216 (2015), car ces documents juridiques constituent la base d'un accord de paix global. Comme nous l'avons souligné précédemment, ce n'est pas parce que certaines parties sont difficiles à mettre en œuvre que nous devons rejeter l'accord dans son ensemble.

Nous sommes par ailleurs ravis d'entendre que le Royaume d'Arabie saoudite continue de faciliter les efforts du Gouvernement yéménite et du Conseil de transition du Sud visant à mettre en œuvre l'Accord de Riyad. Le Conseil a l'obligation de superviser ces efforts, car ses engagements restent valables et pertinents. L'adoption de la résolution 2534 (2020), qui proroge le mandat de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH) pour une année supplémentaire, après la période initiale de six mois, confirme que la MINUAAH reste importante et pertinente. Le cessez-le-feu à Hodeïda a permis d'apaiser la situation, ce qui est crucial pour préserver la bouée de sauvetage humanitaire.

Pour terminer, mois après mois au Conseil, nous espérons que des progrès seront accomplis sur le dossier yéménite. Nous avons commencé en janvier 2019 avec l'Accord de Stockholm, et nous espérons sincèrement que la paix serait enfin réalisée. Pourtant, nous restons

confrontés à une situation peu réjouissante. Nous manquons de temps. À l'approche de la fête religieuse de l'Eïd al-Adha à la fin de la semaine, qui symbolise le besoin de faire un sacrifice, ou Qurban, nous appelons toutes les parties à faire les sacrifices nécessaires dans l'intérêt de la paix, à faire preuve de souplesse dans le cadre des négociations, à s'abstenir de nouveaux actes de violence et à œuvrer pour la paix. Cela représente le sacrifice ultime pour le peuple yéménite.

M^{me} Craft (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie les intervenants de leurs mises à jour, et leurs équipes des efforts continus et déterminés qu'elles déploient pour contribuer à régler ces crises redoutables. Je tiens à remercier publiquement M. Griffiths, une fois de plus, pour tous les efforts qu'il consacre à la recherche d'une solution politique. Nous soulignons notre appui à son travail sur la déclaration conjointe. Nous nous engageons à appuyer ses efforts dans le cadre de cette entreprise complexe. Je tiens également à souligner que lui aussi se trouve en première ligne. Sans ses efforts, la maladie à coronavirus (COVID-19) serait encore plus difficile à contenir.

Je me fais l'écho de ce que chaque intervenant a dit aujourd'hui dans son exposé et dans sa déclaration – à savoir que le Yémen reste un pays en guerre. Il doit maintenant mener un nouveau combat – contre la COVID-19. Il est important que les parties apaisent les tensions sur le terrain et manifestent de nouveau leur attachement à un règlement politique facilité par l'ONU. Les attaques transfrontalières des houthistes minent les efforts en vue d'un règlement. Ces attaques ne font que prolonger le conflit et la souffrance du peuple yéménite. Comme l'a souligné M. Lowcock aujourd'hui, elles privent des millions de Yéménites d'accès aux soins de santé, à l'eau potable et à l'assainissement, qui sont essentiels pour prévenir la propagation du virus.

En ce qui concerne la situation humanitaire, je tiens à souligner qu'en dépit de quelques améliorations initiales, le niveau d'ingérence des houthistes et le durcissement de leurs positions en début de mois restent inacceptables, et surtout déraisonnables, alors que la COVID-19 se propage dans tout le Yémen. Avant la COVID-19, l'ONU avait reconnu le Yémen comme étant l'endroit sur Terre où les besoins étaient les plus importants, avec 24 millions de personnes qui dépendent de l'aide pour survivre.

Les houthistes peuvent et doivent faire mieux, en particulier en poursuivant le processus d'enregistrement biométrique pour les opérations du Programme

alimentaire mondial, en approuvant tous les accords subsidiaires en suspens, en autorisant des évaluations indépendantes des besoins, en respectant une gestion des moyens et un approvisionnement indépendants conformément aux réglementations mises en place par les donateurs, et en facilitant la circulation et la fourniture de l'aide par les travailleurs humanitaires.

Nous demeurons profondément préoccupés par la propagation de la COVID-19 au Yémen et par le fait que les cas sont très peu signalés, en particulier dans les zones contrôlées par les houthistes. Le manque de transparence limite la disponibilité du matériel de dépistage, ce qui a pour conséquence une évaluation inexacte de la propagation du virus. Il est clair que le virus a évolué vers une transmission locale généralisée et que de nombreux Yéménites en meurent. Les travailleurs humanitaires et sanitaires sont vulnérables et manquent d'équipements de protection individuelle pour se protéger contre le virus. Il reste absolument impératif que toutes les parties facilitent leurs efforts et ne ciblent pas les travailleurs sanitaires.

Le 15 juillet, le Secrétaire d'État Pompeo a annoncé une nouvelle contribution de 208 millions de dollars d'aide humanitaire et sanitaire pour appuyer les efforts mondiaux de lutte contre la COVID-19, dont plus de 2,6 millions de dollars d'aide aux réfugiés, aux migrants vulnérables, aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil au Yémen. Au cours des 20 dernières années, les États-Unis ont fourni près de 4 milliards de dollars d'aide pour le développement à long terme du Yémen, dont près de 132 millions de dollars pour des programmes de santé. À la lumière des observations faites par les intervenants aujourd'hui, les États-Unis appuient pleinement les droits des personnes handicapées, ainsi que des membres d'autres groupes marginalisés et des communautés minoritaires au Yémen.

Nous sommes particulièrement reconnaissants de l'exposé présenté aujourd'hui, qui illustre la manière dont nous pouvons concrètement mettre en œuvre la résolution 2475 (2019), notamment en invitant les intervenants à aborder les questions relatives aux personnes handicapées. Nous appelons toutes les parties au conflit, en particulier les houthistes, à respecter les droits de tous les membres de la société yéménite.

Enfin, je souhaite appeler l'attention du Conseil sur les événements du 28 juin, au cours desquels les États-Unis et les forces partenaires ont intercepté au large des côtes du Yémen un navire contenant des armes

iraniennes destinées aux houthistes. La cargaison illicite du navire comprenait 200 lance-roquette de type RPG, plus de 1 700 fusils d'assaut AK, 21 missiles sol-air et d'attaque au sol, plusieurs missiles antichars et d'autres armes et missiles avancés. Le Yémen n'a pas besoin de plus d'armes. L'Iran doit cesser ses efforts d'armement des houthistes, qui ne font que prolonger le conflit.

M. Auväärt (Estonie) (*parle en anglais*) : Je remercie de leurs exposés l'Envoyé spécial Martin Griffiths et le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock, ainsi que M^{me} Wafa'a Alsaïdy et M^{me} Raja Almasabi.

L'Estonie appuie pleinement les efforts déployés par l'Envoyé spécial Griffiths pour parvenir à un accord sur un cessez-le-feu à l'échelle nationale, des mesures humanitaires et économiques et la reprise du processus politique. Il est inacceptable de chercher à s'emparer de nouveaux territoires aux dépens du peuple yéménite, qui souffre en raison de la crise humanitaire de plus en plus grave, comme nous venons de l'entendre de M^{me} Alsaïdy et M^{me} Almasabi. Nous exhortons toutes les parties à répondre à l'appel lancé par la société civile yéménite en faveur d'une cessation des hostilités et à convenir sans plus tarder de mesures pour alléger les souffrances des Yéménites. Il s'agit là d'un impératif pour entamer la prochaine phase du processus politique global, qui est la seule façon de parvenir à une paix durable. Malgré les progrès importants réalisés en vue de cet accord, il est profondément inquiétant que des combats violents se poursuivent, entraînant un nombre toujours croissant de victimes civiles et aggravant la crise humanitaire.

Nous condamnons fermement les récentes frappes aériennes qui ont fait de nombreuses victimes civiles, y compris des enfants, qui font de plus en plus les frais des hostilités. Nous rappelons à toutes les parties leur obligation de respecter le droit international humanitaire et de protéger les civils, en particulier les groupes vulnérables, tels que les femmes et les enfants. Nous condamnons également le déploiement continu de drones et les tirs de missiles balistiques sur les infrastructures civiles en Arabie saoudite. Nous sommes en outre profondément préoccupés par la situation humanitaire alarmante au Yémen, que la pandémie de maladie à coronavirus et la situation économique catastrophique ont exacerbée.

Nous rappelons à toutes les parties, en particulier à celles du nord du Yémen, la nécessité de faciliter l'accès sûr et sans entrave du personnel humanitaire. Nous les exhortons également à faciliter les voyages aériens du personnel humanitaire, à lever les restrictions

aux importations commerciales et à trouver une solution qui garantira les importations régulières de carburant.

En ce qui concerne le pétrolier *FSO SAFER*, nous exhortons les autorités houthistes à prendre immédiatement des mesures concrètes, sans conditions préalables, afin de permettre à la mission des Nations Unies d'accéder au navire. Il ne reste plus beaucoup de temps pour prévenir une éventuelle fuite ou explosion, qui aurait des conséquences catastrophiques pour l'environnement et pour l'économie.

M. Dang (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Martin Griffiths et le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock des informations qu'ils nous ont fournies. Je remercie également M^{me} Alsaïdy et M^{me} Almasabi de leurs exposés, et je salue la présence du Représentant permanent du Yémen à la séance d'aujourd'hui.

Le Viet Nam est vivement préoccupé par l'escalade militaire dans différentes régions du Yémen et par les récentes informations faisant état de victimes civiles, notamment des enfants et des femmes. La poursuite de l'escalade militaire dans tout le Yémen a entraîné une nouvelle détérioration des conditions de sécurité sur fond de pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Le risque d'une grave crise de sécurité alimentaire au Yémen nous préoccupe également. Selon le récent rapport du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Programme alimentaire mondial, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë devrait passer de 2 millions à 3,2 millions au cours des six prochains mois. Qui plus est, la crise économique, les conflits, les inondations, l'infestation de criquets pèlerins et maintenant la COVID-19 pourraient aggraver encore la situation humanitaire déjà catastrophique dans le pays. Le manque de financement pourrait également mettre en péril les efforts humanitaires en cours. Nous restons par ailleurs très préoccupés par le risque croissant de rupture de la coque du pétrolier *FSO SAFER*, qui pourrait provoquer une catastrophe environnementale, économique et humanitaire pour le Yémen et la région.

Dans ce contexte, ma délégation souhaite faire les observations suivantes.

Premièrement, nous exhortons toutes les parties concernées à s'entendre sur un cessez-le-feu immédiat et

national au Yémen afin de faciliter le travail humanitaire et la lutte contre la pandémie de COVID-19.

Deuxièmement, nous en appelons à nouveau à toutes les parties pour qu'elles respectent leurs obligations en vertu du droit international humanitaire en ce qui concerne la protection des civils et des biens civils, notamment les femmes et les enfants. Nous exhortons toutes les parties, en particulier les parties locales, à continuer d'assurer un accès sûr et sans entrave à l'aide humanitaire. Nous invitons tous les donateurs potentiels et autres partenaires à continuer de financer l'action humanitaire et à poursuivre leurs contributions afin de surmonter la grave insécurité alimentaire et de sauver des vies au Yémen.

Troisièmement, nous nous joignons aux autres États Membres pour appeler toutes les parties concernées à mettre pleinement en œuvre l'Accord de Stockholm et l'Accord de Riyad avec la médiation de l'ONU. Nous soulignons également l'importance de garantir une participation réelle des femmes au processus politique.

Quatrièmement, en ce qui concerne le pétrolier *FSO SAFER*, nous nous joignons aux autres États Membres et à l'ONU pour demander à nouveau aux houthistes d'accorder l'accès et l'appui requis à l'équipe technique de l'ONU afin qu'elle puisse faire le nécessaire pour prévenir une catastrophe environnementale dans la région.

Enfin et surtout, nous réaffirmons notre soutien à l'approche en trois volets de Martin Griffiths et appelons toutes les parties concernées, à l'intérieur et à l'extérieur du Yémen, à ne ménager aucun effort pour obtenir un cessez-le-feu immédiat dans tout le pays et relancer un processus politique inclusif dirigé et pris en mains par le Yémen.

M. Zhang Jun (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie de leurs exposés l'Envoyé spécial Martin Griffiths, le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock et les représentantes de la société civile yéménite.

La Chine salue les efforts déployés par l'ONU pour obtenir l'instauration d'un cessez-le-feu, faire avancer le processus de paix et améliorer la situation humanitaire dans le pays. Le 12 mars, en ma qualité de Président du Conseil de sécurité pour ce mois, j'ai présidé la dernière séance tenue dans la salle du Conseil (voir S/PV.8745), qui était une séance publique, et les consultations qui ont suivi, sur la situation au Yémen. Aujourd'hui, les membres du Conseil ont pu venir à bout des difficultés et sont retournés au Siège de l'ONU pour

la présente séance en présentiel, toujours sur le Yémen, ce qui démontre clairement la grande importance que le Conseil et ses membres attachent à la question du Yémen. Je remercie le personnel du Secrétariat des efforts qu'il a déployés à cet égard.

Nous ne sommes toujours pas optimistes quant à la situation actuelle au Yémen, car elle est marquée par la guerre, le risque de famine et de catastrophes, et les gens vivent dans des conditions effroyables. La communauté internationale doit redoubler d'efforts pour favoriser une percée rapide en vue d'un règlement politique de la question yéménite. La Chine est favorable à la recherche d'une solution au problème yéménite axée sur les trois éléments suivants : un cessez-le-feu à l'échelle nationale, des mesures économiques et humanitaires et des négociations politiques globales. La souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale du Yémen doivent être pleinement respectées et préservées. À cet égard, je voudrais souligner les trois points suivants.

Premièrement, les parties au conflit doivent mettre fin à la violence et améliorer la situation en matière de sécurité sur le terrain. D'avril à mai de cette année, un cessez-le-feu général a été instauré dans le nord du Yémen, ce qui montre que si la volonté politique est au rendez-vous, il n'est pas impossible de parvenir à un cessez-le-feu et de mettre un terme à la violence. Toutefois, la récente escalade des hostilités entre les parties au conflit au Yémen a déstabilisé la sécurité dans le nord et le sud du pays, ce qui est une source de profonde préoccupation pour la Chine.

Les moyens militaires, loin de régler le problème, ne feront que prolonger la guerre et la souffrance de la population. La Chine exhorte toutes les parties concernées à œuvrer en faveur de l'avenir du pays et des intérêts de la population en répondant activement à l'appel du Secrétaire général et de son envoyé spécial et en cessant immédiatement toutes les hostilités.

Deuxièmement, nous devons rester attachés à un règlement politique et continuer à promouvoir les bons offices et la médiation. Depuis mars dernier, l'Envoyé spécial Griffiths a travaillé dur pour négocier une nouvelle initiative de paix mais, en raison de divers facteurs, les progrès n'ont pas été satisfaisants.

En ce qui concerne la question du sud, les parties concernées se sont déjà accordées sur des dispositions politiques et militaires pour la mise en œuvre de l'Accord de Riyad signé sous les auspices de l'Arabie

saoudite. Mais les progrès dans la mise en œuvre ont été limités. Ces derniers jours, l'ensemble des parties a envoyé des signaux positifs concernant la mise en œuvre de l'Accord, qui, nous l'espérons, se traduiront en résultats concrets. La Chine appelle toutes les parties au conflit à coopérer davantage avec l'Envoyé spécial, à tenir des consultations approfondies sur l'initiative de paix, à bâtir un consensus et à aplanir leurs divergences afin d'assurer l'avenir de l'Accord. Parallèlement, il est nécessaire de mobiliser pleinement les pays de la région et de les inciter à jouer un rôle actif, en synergie avec les efforts de médiation de l'ONU.

Troisièmement, la situation humanitaire au Yémen doit absolument être améliorée et l'accès humanitaire garanti. La population yéménite est confrontée à de multiples menaces, telles que la violence des combats, la crise économique, les inondations, les invasions de criquets et autres fléaux, dont la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Il est urgent de lever les obstacles à l'accès humanitaire et d'étendre l'échelle des opérations humanitaires. La communauté internationale doit encourager la concertation entre toutes les parties au Yémen pour aider l'ONU et les organismes concernés à mener des opérations de secours humanitaire afin d'atténuer les souffrances du peuple yéménite. Une attention particulière doit également être accordée aux difficultés et aux besoins particuliers des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des autres groupes vulnérables. Les Nations Unies doivent aussi exhorter les parties qui exercent un contrôle effectif dans diverses régions à prendre des mesures efficaces pour prévenir et maîtriser la pandémie. Le 15 juillet, la Chine a une nouvelle fois fourni au Yémen un lot de fournitures pour lutter contre la pandémie. Nous continuerons à soutenir et à aider le Gouvernement et le peuple yéménites, et nous appelons les pays donateurs à honorer leurs promesses dès que possible.

La question du pétrolier *FSO SAFER* doit faire l'objet de la plus grande attention. Nous espérons que toutes les parties concernées continueront à dialoguer sur cette question afin que l'équipe technique des Nations Unies puisse procéder à des évaluations de sécurité et à des réparations dans les meilleurs délais. Nous constatons qu'aucun progrès tangible n'a été réalisé jusqu'à présent en ce qui concerne l'accès au pétrolier, alors que le Gouvernement yéménite et les pays voisins sont gravement préoccupés par cette question. Le Conseil doit exhorter les parties concernées à prendre des mesures concrètes pour empêcher que le pétrolier ne

provoque une catastrophe environnementale, humaine et économique.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de l'Allemagne.

Lorsque nous avons planifié les consultations sur le Yémen cette année, nous avons choisi, dans le cadre de notre présidence, de donner au Conseil de sécurité un aperçu direct de la situation sur place. Nous voulions que des personnes qui sont présentes sur le terrain informent le Conseil. Les membres se souviendront sans doute que l'année dernière, pendant la présidence allemande, une autre représentante de la société civile avait présenté au Conseil un exposé sur le rôle des femmes au Yémen (voir S/PV. 8512).

Aujourd'hui, nous avons entendu deux exposés qui nous ont donné un aperçu de la situation catastrophique sur le terrain et de l'impact de la guerre sur la société civile. Je tiens à remercier M^{me} Alsaidy et M^{me} Almasabi pour leurs témoignages. Je pense que nous avons tous été profondément émus par ces voix féminines très fortes. Étant donné que généralement nous entendons parler des situations de manière plus abstraite, je pense qu'il est bon de se confronter ainsi à la terrible réalité du terrain, et d'entendre des exemples concrets des choix cornéliens qu'une famille doit faire, soit acheter des médicaments pour l'un des siens souffrant d'une maladie chronique, soit acheter de la nourriture, ou encore, dans les cas où il faut s'enfuir, décider si un proche souffrant d'un handicap devra rester sur place plutôt que de fuir avec les autres au risque de les ralentir ou de les mettre en danger d'une autre manière.

Je pense aussi à cet exemple concret que nous avons entendu au sujet des centaines de milliers d'enfants qui souffrent et sont traumatisés. Mais c'est l'image qui vient d'être présentée de cet enfant marchant dans les rues après un attentat à la bombe et regardant le cadavre d'un de ses camarades de classe qui illustre le mieux ce dont nous parlons. Je pense que les autres membres du Conseil considèrent comme moi qu'il est extrêmement décevant que les parties ne soient pas parvenues à un accord, à une déclaration commune sur un cessez-le-feu.

Nous avons entendu Martin Griffiths, qui est d'une nature optimiste, toujours prêt à s'engouffrer dans la moindre ouverture. Dès qu'il y a une lueur d'espoir, il saute dessus et essaie d'en faire quelque chose. Or, je ne l'ai jamais entendu être aussi pessimiste qu'aujourd'hui. Nous voulons l'encourager à ne pas baisser les bras. Il

faut continuer d'essayer toujours et encore de trouver une solution. Je trouve profondément choquant d'entendre que ces derniers jours, il y a eu une forte augmentation du nombre d'attaques houthistes contre l'Arabie saoudite et une recrudescence des frappes aériennes de la Coalition sur Sanaa. Au cours des dernières semaines, alors même que de nombreux enfants perdaient la vie, on a aussi recensé plus d'enfants mutilés et traumatisés.

Qu'il me soit permis de rappeler aux membres du Conseil que dans son dernier rapport sur le sort des enfants en temps de conflit armé (S/2020/525), le Secrétaire général a fait part de son intention de réinscrire la Coalition sur la liste, si les meurtres et les mutilations d'enfants ne diminuent pas cette année. Le droit international humanitaire n'est pas négociable.

Les intervenants nous ont parlé de la situation humanitaire sur le terrain. Il n'y a ni nourriture ni médicaments. Chaque jour, des millions de personnes se demandent comment elles vont survivre. Toutes ces personnes ont bien entendu besoin qu'on les aide. Nous avons entendu que le plan d'aide humanitaire des Nations Unies est largement sous-financé. Nous appelons tous les acteurs à y contribuer. Pour sa part, l'Allemagne apporte sa contribution, comme dans toutes les crises. Mais nous demandons en particulier aux pays de la région de fournir des fonds. Nous leur demandons non seulement de promettre des fonds, mais aussi de les déboursier le plus rapidement possible.

Comme d'autres, et notamment le représentant chinois, je voudrais conclure en rappelant la situation du pétrolier *FSO SAFER*. N'y a-t-il donc aucune limite au cynisme? Il y a deux semaines lorsque nous avons discuté de la question (voir S/2020/721), les houthistes assuraient qu'ils allaient autoriser l'équipe d'inspection des Nations Unies à aller voir le navire. Nous voici deux semaines plus tard, et une fois de plus, les houthistes n'ont pas tenu parole.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne la parole au représentant du Yémen.

M. Al-Saadi (Yémen) (*parle en arabe*) : Qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de vous adresser ainsi qu'à votre pays nos plus sincères vœux de succès à la présidence du Conseil de sécurité, et de souhaiter à tous de rester en bonne santé.

Le Gouvernement yéménite aspire à une paix durable qui repose sur le cadre de référence convenu,

à savoir l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, les résultats de la Conférence de dialogue national sans exclusive global et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2216 (2015). Le Gouvernement yéménite tient beaucoup à assurer le succès des efforts que déploie l'Envoyé spécial Martin Griffiths au Yémen pour mettre un terme aux souffrances du peuple yéménite causées par le coup d'État des milices houthistes, qui a déclenché l'une des pires catastrophes humanitaires au monde. Pour atteindre cet objectif, le Gouvernement yéménite a accepté, en mai dernier, les propositions de l'Envoyé spécial visant à établir un cessez-le-feu, à lancer des mesures de confiance et à reprendre le processus politique. Étaient également incluses toutes les modalités humanitaires et économiques proposées.

En outre, le Gouvernement yéménite réaffirme qu'il continuera de prendre part aux efforts de M. Griffiths et au processus de paix mené sous l'égide des Nations Unies – parce que nous croyons au rôle des Nations Unies et que nous voulons une paix durable. Nous l'avons clairement indiqué dans les engagements pris antérieurement, que nous respectons, y compris notre position sur des questions telles que le paiement des salaires, l'ouverture des routes, la libération de tous les détenus et prisonniers et l'ouverture de l'aéroport de Sanaa aux vols internationaux assurés par la compagnie nationale, ce qui permettrait d'alléger les souffrances des Yéménites.

Nous rejetons l'imposition constante, par les milices houthistes, de conditions impossibles à satisfaire. Ces conditions sont impossibles à mettre en œuvre et elles ne visent qu'entraver les efforts de la communauté internationale et de l'Envoyé spécial, à prolonger la futile guerre menée par les houthistes contre le peuple yéménite et à faire obstacle aux aspirations de ce dernier.

Le Gouvernement yéménite a mis en œuvre l'Accord de Riyad, comme il l'a déclaré à plusieurs reprises, conformément au calendrier convenu. À cet égard, nous tenons exprimer notre immense appréciation pour les efforts que déploient nos frères du Royaume d'Arabie saoudite pour aider à reprendre la mise en œuvre de l'Accord. Nous appelons le Conseil de transition du Sud à respecter l'Accord, qui est considéré comme une feuille de route pour sortir de cette crise. Nous demandons au Conseil de revenir sur sa déclaration d'autonomie, avec tout ce que cette proclamation implique. Nous l'appelons également à permettre aux institutions de l'État de s'acquitter de

leurs devoirs envers les citoyens du gouvernorat d'Aden et à abandonner ses efforts pour aggraver la situation sur le terrain. Enfin, nous appelons le Conseil à consolider les efforts visant à faire cesser les milices houthistes soutenues par l'Iran, qui ont pour but de déstabiliser le Yémen et la région, comme le confirment les derniers rapports de l'ONU.

Nous invitons à coordonner les efforts déployés pour lutter contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Le Gouvernement yéménite souligne la nécessité de rétablir la situation à Socotra, réputé pour la richesse de sa flore et sa biodiversité – ce qui en fait l'une des plus importantes réserves naturelles du monde et un site du patrimoine mondial. L'ingérence constante sur l'île est sans précédent, et nous la rejetons et la condamnons.

Le Gouvernement yéménite coopère avec l'Envoyé spécial pour élaborer un plan visant à couvrir le paiement du reliquat des salaires des fonctionnaires dans les zones contrôlées par les milices houthistes. Nous nous y sommes attelés en allouant les recettes douanières et fiscales perçues au port de Hodeïda sur les produits pétroliers au paiement desdits salaires, par l'intermédiaire de la succursale de la Banque centrale dans la ville, sous la supervision de l'Envoyé spécial. Nous avons été surpris lorsque les houthistes ont pillé les fonds déposés, qui s'élevaient à plus de 35 milliards de rials, et les ont utilisés pour financer leur effort de guerre et pour s'enrichir personnellement. Nous attendons toujours qu'une position ferme soit prise contre cette violation claire des accords obtenus sous l'égide des Nations Unies, y compris pour dénoncer le mépris manifesté par les milices envers la communauté internationale et la souffrance des citoyens yéménites.

Le Gouvernement a, à plusieurs reprises, appelé les milices houthistes à consolider les efforts de lutte contre la pandémie de COVID-19, à adopter une politique unifiée en matière de santé et à consacrer toutes les capacités possibles à cette lutte. C'est pourquoi, avec la Coalition en appui à la légitimité au Yémen, nous avons déclaré un cessez-le-feu unilatéral.

Cependant, toutes ces initiatives se sont vu opposer une fin de non-recevoir par les milices, qui nient l'existence de la pandémie. Elles ont également censuré toute information concernant la situation médicale et les soins de santé dans les zones sous leur contrôle. Les houthistes procèdent à l'intimidation des équipes médicales et de la société en général, et se livrent à

des actes inhumains contre les personnes suspectées d'être contaminées et contre leurs familles. Les milices houthistes continuent de politiser la pandémie et de rejeter toutes les initiatives prises. En outre, elles imposent l'opacité sur les moyens de lutter contre la propagation de l'infection – ce qui a aggravé la pénurie de tests, de traitements et d'équipements et a poussé le système de santé au bord du gouffre. De notre point de vue, toutes ces actions représentent un péché mortel.

Nous appelons l'ONU, la communauté internationale, les pays donateurs et tous les organismes compétents à apporter une aide urgente au Gouvernement et au peuple yéménites dans leur lutte contre la COVID-19. Nous invitons également à appuyer les travailleurs de la santé et à faire pression sur les milices houthistes afin qu'elles répondent à l'appel du Gouvernement et prennent part à ses initiatives pour consolider les efforts de lutte contre la pandémie, qui risque de déclencher une catastrophe sans précédent au Yémen.

Le Conseil de sécurité a tenu une réunion ce mois (voir S/2020/721) pour aborder la situation du pétrolier *FSO SAFER*. Le Conseil a invité les houthistes à prendre – sans délai ni conditions préalables – des mesures concrètes pour faciliter l'accès de l'équipe de techniciens des Nations Unies au pétrolier, afin qu'ils puissent l'évaluer et effectuer les travaux d'entretien nécessaires, y compris l'extraction du pétrole. Pourtant, deux semaines se sont écoulées depuis la réunion et les houthistes continuent de traîner les pieds et d'imposer des obstacles et des conditions à l'équipe. Il est flagrant que les milices houthistes appliquent toujours la même manière de traiter les choses qu'elles utilisent depuis des années – c'est-à-dire qu'elles atténuent la pression internationale avant une réunion du Conseil de sécurité sur le Yémen, après quoi elles recommencent obstinément à atermoyer et à duper la communauté internationale, faisant par là-même ouvertement fi de tous les textes adoptés par le Conseil.

Nous appelons de nouveau le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités et à prendre les mesures urgentes qui s'imposent, notamment en faisant pression sur les milices pour qu'elles permettent à l'équipe technique des Nations Unies d'évaluer et de vider le pétrolier et qu'elles facilitent le travail de l'équipe sans délai ni condition préalable, de sorte que nous puissions éviter une catastrophe environnementale, économique et humanitaire dont les conséquences se ressentiront sur le Yémen, sur la région et sur le monde.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne à nouveau la parole aux deux intervenantes représentant la société civile.

Je donne la parole à M^{me} Alsaidy.

M^{me} Alsaidy (*parle en anglais*) : Je remercie vivement tous les participants de leurs déclarations.

Si j'ai bien compris, on m'a demandé si nous avons posé les questions que j'ai mentionnées aux parties au conflit à l'intérieur du Yémen – et si oui, quelle a été leur réponse lorsque nous les avons rencontrées. Sur les quatre demandes que nous avons adressées au Conseil de sécurité, c'est la troisième demande, relative à un accès sans entrave à l'aide pour toutes les personnes dans le besoin, qui constitue une négociation quotidienne à laquelle nous nous livrons avec les parties au conflit dans différentes régions. Dès lors que nous voulons pouvoir accéder aux personnes dans le besoin, c'est un pan de notre travail quotidien. Toutefois, nous nous en acquittons conjointement avec d'autres organisations non gouvernementales, avec l'ONU et avec tous les organismes humanitaires. Et nous le faisons également de manière bilatérale pour nos projets et activités spécifiques.

Quant aux autres demandes – y compris les discussions sur la guerre et la paix –, en tant que travailleuse humanitaire et responsable d'une organisation médicale internationale, je ne prends pas part à ce genre de discussions avec les parties au conflit. Nous ne mélangeons pas la politique avec les efforts d'aide. En revanche, chaque fois que nous avons l'occasion de parler en public des souffrances endurées

au Yémen et de ce qu'il faudrait faire pour y mettre un terme, nous n'hésitons pas à le faire. Le message est reçu par toutes les parties, et elles l'évoquent en permanence.

J'espère avoir répondu à la question. Peut-être ma collègue M^{me} Almasabi souhaite-t-elle ajouter quelque chose.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M^{me} Almasabi.

M^{me} Almasabi (*parle en anglais*) : Je voudrais dire deux choses. Premièrement, je suis reconnaissante à l'orateur qui a dit que le Conseil pouvait faire plus et mieux. Nous attendons le Conseil. Que va-t-il faire pour nous, les personnes handicapées? En fait, les personnes handicapées attendent de mes nouvelles. Des centaines de messages m'ont été envoyés sur WhatsApp me demandant ce qu'il va se passer maintenant pour nous. J'attends que le Conseil me le dise. Dans la vie réelle, comment peut-il soutenir, appuyer et aider les personnes handicapées et présenter leurs droits, leurs besoins et leurs réalités dans le cadre de ses travaux et de son budget? Je voudrais leur répondre. J'attends la réponse du Conseil. Que va-t-il faire pour nous?

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Almasabi de son plaidoyer pour le maintien de l'aide humanitaire.

Il n'y a plus d'oratrices ou d'orateurs inscrits sur la liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 12 h 45.